
Conférence du désarmement

24 août 2010

Français

Compte rendu définitif de la mille cent quatre-vingt-quatorzième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mardi 24 août 2010, à 10 h 15

Président: M. Gancho Ganev(Bulgarie)

Le Président (*parle en anglais*): Je déclare ouverte la 1194^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

Permettez-moi tout d'abord de souhaiter une chaleureuse bienvenue à l'Ambassadeur Oğuz Demiralp, de la Turquie. Notre nouveau collègue, qui représente un pays voisin et ami de la Bulgarie, vient juste de nous rejoindre. Je tiens à assurer l'Ambassadeur Demiralp de notre appui et de notre coopération indéfectibles dans l'exercice de ses fonctions. Je vous souhaite, Monsieur l'Ambassadeur, le plein succès dans l'exercice de vos importantes responsabilités.

Je voudrais également souhaiter une chaleureuse bienvenue aux participants au Programme des boursiers des Nations Unies pour le désarmement, qui assistent aux débats de la présente séance plénière. Je suis convaincu qu'ils tireront parti de leur contact avec les travaux de cette instance, notamment des exposés qui leur seront présentés concernant les divers aspects de ses travaux. Je leur souhaite un séjour fructueux à Genève.

La liste d'orateurs compte un certain nombre de délégations inscrites. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur et Représentant permanent de la Turquie, M. Oğuz Demiralp.

M. Demiralp (Turquie) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je suis un nouveau venu. Je suis donc mal placé pour donner une conférence ou faire un long discours sur les questions de désarmement. Je compte apprendre beaucoup de vous-même et de mes collègues, et aussi, bien sûr, plus tard, contribuer aux travaux de la Conférence.

Je voudrais toutefois dire qu'en tant que diplomate, je ne connais aucune autre arme que la diplomatie. Je sais que les armes diplomatiques les plus puissantes sont parfois nécessaires pour parvenir aux nobles objectifs du désarmement. Dans ce contexte, je crois que le rôle de cette instance est mondial.

Je saisis également cette occasion d'exprimer mes sentiments de sympathie et de solidarité au Pakistan au vu des difficultés qu'il traverse actuellement.

Je voudrais vous remercier une fois de plus de votre accueil chaleureux, et je suis prêt à participer à des débats également chaleureux.

Le Président (*parle en anglais*): Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur du Brésil.

M. Macedo Soares (Brésil) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je voudrais brièvement exposer certaines positions de la part du Gouvernement brésilien à propos de la réunion ministérielle qui doit se tenir le 24 septembre prochain à New York, et qui est destinée à «revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement». Les points ci-après seront examinés plus avant au cours de la réunion elle-même, mais le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sera sans doute intéressé de recevoir certaines contributions de la part de la Conférence du désarmement.

En premier lieu, le Brésil juge essentielle l'existence d'une instance multilatérale permanente – la Conférence du désarmement – pour négocier sur des questions de désarmement.

En deuxième lieu, la poursuite du blocage concernant l'adoption d'un programme de travail pour la Conférence a des répercussions directes sur la crédibilité de l'instance et sur l'ensemble du mécanisme chargé de négocier et de débattre quant au fond sur des questions essentielles à la sécurité internationale.

En troisième lieu, au vu des résultats positifs de la huitième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, il est à espérer que la Conférence du

désarmement sera en mesure de prolonger l'élan politique et de commencer un travail de fond, notamment sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles pour des dispositifs explosifs nucléaires et sur des thèmes tels que la prévention d'une course aux armements dans l'espace et les garanties de sécurité négatives.

En quatrième lieu, le Brésil considère que la réunion de haut niveau devra appuyer énergiquement les activités de la Conférence, afin d'empêcher la création de négociations parallèles sur des questions qui relèvent premièrement de la compétence de la Conférence du désarmement et de promouvoir une action de désarmement et pas uniquement de non-prolifération.

En cinquième lieu, le Brésil attend de la Conférence qu'elle retrouve la vitalité dont elle avait fait preuve lors de la négociation des instruments visant à interdire les armes biologiques, les armes chimiques et les essais nucléaires. Une étape logique pour sortir de l'impasse pourrait être de convoquer une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui pourrait être le seul moyen d'examiner de façon complète et équilibrée tout le mécanisme multilatéral de désarmement.

Ma délégation est prête à continuer à coopérer au succès de l'initiative du Secrétaire général.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur du Brésil de sa déclaration. L'orateur suivant est l'Ambassadeur Jazaïry, de l'Algérie.

M. Jazaïry (Algérie) (*parle en arabe*): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur Oğuz Demiralp, de la Turquie, et lui souhaiter le plein succès dans l'exercice de ses exigeantes fonctions à la Conférence du désarmement. Deuxièmement, je voudrais à présent commenter la réunion de haut niveau intitulée: «revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement», qui doit avoir lieu à New York le 24 septembre 2010.

Précisons d'emblée le contexte et les raisons qui ont motivé la convocation d'une telle réunion de haut niveau: l'incapacité de la Conférence du désarmement à ouvrir des négociations et le fait que cette situation dure depuis très longtemps. De fait, nous estimons que l'expression «revitaliser la Conférence» employée pour qualifier la réunion est inadaptée, car elle donne l'impression que la Conférence est en phase de léthargie et que le problème est dû à ses procédures de fonctionnement, alors que les délégations se sont toujours attachées à élaborer un programme de travail. Ainsi, en mai 2009, les États membres ont adopté par consensus la décision 1864 sur l'adoption d'un programme de travail. Malheureusement, cette décision est restée lettre morte, des événements extérieurs à la Conférence étant venu modifier les équilibres stratégiques qui avaient permis son adoption. Malgré la bonne volonté affichée et les efforts répétés faits depuis le début de l'année, la situation n'a pas évolué.

En résumé, la Conférence du désarmement a été la victime de complications extérieures, concernant notamment les équilibres stratégiques régionaux. En fait, le problème est lié non à la Conférence et à ses procédures décisionnelles, mais à l'évolution des rapports stratégiques entre États et à l'approche sélective adoptée par certains États possesseurs d'armes nucléaires s'agissant de l'application du régime de non-prolifération. S'agissant de nos attentes vis-à-vis de la réunion de haut niveau, je voudrais souligner quatre éléments:

- Premièrement, la réunion de haut niveau devra mobiliser l'appui politique nécessaire à l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires, conformément aux dispositions du document final adopté par consensus en 1978 par l'Assemblée générale à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement.

- Deuxièmement, les initiatives extérieures à la Conférence du désarmement qui sont susceptibles de contrecarrer les efforts faits pour faire progresser les négociations doivent être découragées.
- Troisièmement, les États doivent s'abstenir de toute tentative ou menace ayant pour objet de recourir à d'autres instances pour ne pas avoir à ouvrir de négociations.
- Quatrièmement, il est important de s'abstenir de toute approche sélective consistant à approuver les priorités et partager les préoccupations de certains États au détriment des autres. Il existe au sein de la Conférence une tendance qui consiste à réaffirmer que telle ou telle question est mûre pour la négociation en se fondant sur une évaluation politique subjective mue par les intérêts de tel ou tel groupe. Par exemple, certains États estiment que la question de l'interdiction de la production de matières fissiles est mûre pour la négociation, alors que d'autres considèrent que d'autres questions telles que la ratification d'un traité global de désarmement nucléaire, les garanties de sécurité négatives ou la prévention d'une course aux armements dans l'espace sont mûres pour la négociation. D'où la nécessité de parvenir à un accord qui reflète une vision globale et, sinon harmonieuse, du moins équilibrée, de ce qui servira les intérêts de tous les États et groupes d'États, étant entendu que le développement d'un climat de confiance dépend de l'adoption d'une telle approche.

Enfin, nous espérons que le résumé qui sera établi par le Secrétaire général de l'ONU à l'issue de la réunion de haut niveau reflètera les différents points de vue et les différentes priorités qui auront été exprimés, et qu'il ouvrira de nouvelles perspectives de renforcement de la sécurité et de la stabilité internationales. L'éventuel mécanisme de suivi qui sera peut-être proposé dans ce contexte, loin de saper la Conférence, devra contribuer à renforcer sa crédibilité et son autorité en tant qu'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement. À cet égard, il convient d'évoquer les demandes formulées par de nombreux États en faveur de la tenue d'une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement dans le but de relancer le processus de désarmement multilatéral.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur Jazaïry de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à M. Sergei Ordzhonikidze, Secrétaire général de la Conférence du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU.

M. Ordzhonikidze (Secrétaire général de la Conférence du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, après les déclarations que viennent de faire mes estimés collègues du Brésil et de l'Algérie, je perçois dans cette salle une sorte de malentendu et une certaine confusion en ce qui concerne les intentions du Secrétaire général. Je voudrais donc préciser et souligner plusieurs points, en ma qualité de Représentant personnel du Secrétaire général, car vous comprendrez que le Secrétaire général a des choses à dire à son Représentant personnel.

Premièrement, évidemment, comme l'a dit l'Ambassadeur de l'Algérie, la réunion devra mobiliser un appui politique suffisant. D'après ce que j'ai compris au fil des conversations, des déclarations officielles et de nos discussions informelles, la Conférence est favorable à cette réunion de haut niveau. Par ailleurs, d'après ce que j'ai compris lors de ma rencontre avec les groupes régionaux, qui comprenaient non seulement les membres de la Conférence du désarmement, mais aussi tous les membres des Nations Unies, tous sont favorables à la réunion de haut niveau.

L'objectif de la réunion qui préoccupe probablement certaines délégations – du moins, d'après ce que j'ai compris de la déclaration algérienne contenue dans la lettre adressée le 20 juillet dernier par le Secrétaire général – est de revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement et de faire progresser les négociations multilatérales de désarmement. L'objectif de la réunion de haut niveau est de créer une occasion unique

d'amplifier un élan politique pour une revitalisation des travaux de la Conférence grâce à une participation de haut niveau. L'objectif sera également de promouvoir le désarmement multilatéral, notamment en examinant les difficultés plus générales auxquelles se heurte tout le mécanisme de désarmement.

Pour parler franchement, la Conférence du désarmement ne doit s'inquiéter de rien, car la réunion, selon la lettre du Secrétaire général, sera sa réunion. C'est lui qui invite tous les ministres des affaires étrangères et/ou des personnalités de rang supérieur, comme il l'a indiqué dans sa lettre, le 24 septembre, de 8 heures à 13 heures, pour donner l'élan politique nécessaire à la Conférence du désarmement, et peut-être, s'ils le souhaitent, exprimer leurs points de vue sur le désarmement en général.

Par la suite, le Secrétaire général fera la synthèse de ce qui aura été dit au cours de cette réunion dans son résumé. Il résumera bien entendu sa position et vos positions. C'est là une procédure habituelle à l'ONU, et vous n'avez donc rien à craindre quant au risque de voir certaines positions reflétées et d'autres non. À dire vrai, je ne sais ce qu'il fera de ce résumé. Il le transmettra peut-être au Président de l'Assemblée générale; peut-être le distribuera-t-il à tout le monde, mais, voyez-vous, le simple fait que des ministres des affaires étrangères, voire des personnalités de rang supérieur, participeront à la réunion et exprimeront leurs positions sera très important pour le processus de désarmement en général. Les réunions de ce type sont rares.

Nous devons également tenir compte du fait que ce sont tous les États Membres, et pas uniquement les États membres de la Conférence du désarmement, qui seront réunis. Telle est l'intention du Secrétaire général.

Pour ce qui est des autres questions, à franchement parler, je ne sais pas si des discussions parallèles se déroulent, en tous cas je n'en ai pas connaissance. Comme je vous l'ai dit, et notamment comme je l'ai dit à l'Ambassadeur de l'Algérie, le résumé reprendra toutes les propositions et toutes les positions que vos ministres des affaires étrangères ou autres personnalités de haut rang auront exprimées. Telle est l'intention du Secrétaire général.

Je suis peut-être un mauvais Secrétaire général de la Conférence du désarmement, mais je n'ai connaissance d'aucune négociation parallèle. S'agissant d'une nouvelle session extraordinaire consacrée au désarmement, c'est bien entendu à l'Assemblée générale qu'il appartient d'en décider. Ce n'est pas notre prérogative. Lorsque vous serez à la Première Commission, vous pourrez exprimer votre point de vue.

Donc, franchement, je ne vois pas comment vous, moi ou le Président de la Conférence pourrions apporter une contribution de fond à cette réunion. Votre meilleure contribution sera d'écrire à vos ministres des affaires étrangères pour leur dire qu'il doit y avoir un réel élan politique et que nous devons adopter un programme de travail. À part cela, je ne vois pas de meilleure solution, car le Secrétaire général est le Chef du Secrétariat de l'ONU, et le Secrétariat de l'ONU ne prend jamais parti politiquement quel que soit l'enjeu. Contrairement à ce que j'ai entendu dire par certaines délégations, le Secrétariat de l'ONU est censé promouvoir les travaux de l'ONU, mais pas prendre parti politiquement.

Je crois que je vous ai informés sur un point. L'autre chose que je dois dire est que certains renseignements importants seront prochainement communiqués par le Secrétaire général. Ils renfermeront tous les détails – M. Sareva vous les a peut-être déjà communiqués – mais les renseignements seront un peu plus détaillés et présenteront certaines modifications techniques.

Pour ce qui est du lieu où il faudra se rendre à 8 heures du matin – la réunion commencera à 8 heures et s'achèvera à 13 heures – ce sera la salle du Conseil économique et social, et la salle d'écoute sera juste à côté.

Le Secrétaire général a convié trois institutions – l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et l'Organisation sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires – qui s'exprimeront à la fin de la réunion. La réunion prendra fin à 13 heures, avec la lecture par le Secrétaire général de son résumé.

J'espère que la Conférence du désarmement, ou, à tout le moins, ses membres, appuieront, par l'entremise de leurs ministres des affaires étrangères ou d'autres hautes personnalités, ce que peu (hormis l'Ambassadeur de l'Algérie) sont parvenus à obtenir, à savoir l'adoption d'un programme de travail et le début véritable des travaux de fond de la Conférence du désarmement. C'est pourquoi le Secrétaire général a besoin de la même chose que nous tous, à savoir le début d'un travail excessif, car sinon ... et vous avez eu raison, à ce propos, de mentionner des mécanismes ou réunions parallèles. Vous le savez, il est naturel, non seulement à l'ONU, mais aussi dans d'autres organisations, que si vous ne faites rien, quelqu'un d'autre s'en occupera, et ce temps est venu, c'est certain. Vous tiendrez une nouvelle session, la dernière, et ce sera tout. Si vous n'êtes pas en mesure d'avancer, je dirais – c'est un avis très personnel, et je vous parle en tant que collègue et ami – quelqu'un d'autre organisera ces discussions et consultations parallèles, et peut-être que ces discussions et consultations connaîtront plus de succès qu'avec nous. Toutefois, ce serait un grave coup porté à la Conférence du désarmement et à moi-même en tant que Secrétaire général. J'espère que nous n'en arriverons pas là.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie M. Ordzhonikidze de sa déclaration et de ses précisions. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur du Pakistan.

M. Akram (Pakistan) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, tout d'abord, permettez-moi de saisir cette occasion de souhaiter la bienvenue à notre collègue turc, l'Ambassadeur Oğuz Demiralp. Le Pakistan et la Turquie ont toujours entretenu des relations étroites, et c'est pour nous un plaisir de le voir à la Conférence aujourd'hui. Je voudrais saisir cette occasion de l'assurer de l'amitié et de l'appui constant que le Pakistan n'a eu de cesse d'accorder à la Turquie et à la délégation turque.

Je n'ai pas l'intention de faire une déclaration aujourd'hui. J'en ferai une lors de notre prochaine séance plénière. Toutefois, au vu de ce qui a été dit, je voudrais dire que je suis d'accord avec les points de vue exprimés par les Ambassadeurs de l'Algérie et du Brésil en ce qui concerne cette réunion de haut niveau.

Ceux d'entre vous qui siègent à la Conférence en ma compagnie depuis un an environ savent très bien que je ne mâche pas mes mots, et je ne le ferai pas non plus aujourd'hui. Je dirai, de façon très directe, que cette proposition de réunion de haut niveau est «mal cuite», tant du point de vue de la procédure que sur le fond.

Sur le plan de la procédure, je ne vois pas comment une réunion d'une demi-journée – fût-elle présidée par le Secrétaire général de l'ONU – pourra produire un résultat suffisamment intéressant pour revitaliser la Conférence du désarmement ou revitaliser l'ensemble du mécanisme de désarmement.

Je ne vais pas détailler chacune des questions, car j'ai cru comprendre qu'il y aurait plus tard une séance informelle consacrée à ce problème de la Conférence, et je réserve mes remarques plus détaillées pour cette occasion. Mais je crois que certains des aspects de ce qu'a dit le Directeur général ce matin appellent une réaction.

Tout d'abord, s'agissant de l'argument selon lequel la Conférence du désarmement appuie cette réunion, pour autant que je sache, la Conférence n'en a jusqu'à présent jamais parlé. Jusqu'à aujourd'hui, pas une seule séance plénière n'a comporté de déclaration afférente à cette réunion de haut niveau. Nous estimons par conséquent que la Conférence du désarmement est favorable à la tenue de cette réunion.

Mon deuxième point concerne le résultat. Si le Secrétaire général établit un résumé de ce qui a été dit, ce résumé n'en restera pas moins un résumé de sa vision de ce qui a été dit, et je ne vois pas comment cela pourrait contribuer de façon substantielle à revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement.

La Conférence du désarmement est le fruit de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, et si le mécanisme international de désarmement, dont fait partie la Conférence, doit être revitalisé, nous avons besoin d'une quatrième session extraordinaire consacrée au désarmement, et pas d'une réunion de haut niveau d'une demi-journée dont le niveau de participation ne sera d'après moi pas très élevé, car un certain nombre de nos responsables et ministres des affaires étrangères auront à ce moment des préoccupations nombreuses et autrement plus importantes. Nous devons donc attendre et voir quelle sera la participation des ministres des affaires étrangères et autres personnalités de haut niveau.

Enfin, ce que ma délégation juge inacceptable, c'est que le Directeur général menace effectivement et dans des termes clairs la Conférence du désarmement en affirmant que si nous ne parvenons pas à un résultat, et si, pour reprendre ses mots, nous ne faisons pas de progrès, alors une autre instance devra être créée ou le sera peut-être.

Chacune des délégations ici présentes représente les intérêts stratégiques d'un pays membre. Nous travaillons tous sur la base de nos intérêts nationaux, et c'est sur cette même base que nous prendrons nos décisions.

Ce n'est pas comme si la Conférence du désarmement était incapable de progresser depuis quelques années seulement; cette situation dure depuis quatorze ans. D'après mes souvenirs, aucun directeur général n'a jamais proféré de telles menaces à l'encontre de la Conférence du désarmement au cours de ces quatorze années, et je ne vois pas pourquoi nous devrions accepter de tels propos à ce stade.

Enfin, Monsieur le Président, nous avons hâte de débattre de la réunion de haut niveau proposée par le Secrétaire général, et je crois savoir que vous organiserez un tel débat plus tard. Nous apporterons notre contribution à cette séance. Quoi qu'il en soit, à ce stade, je voudrais réaffirmer que toute décision concernant nos travaux relève de la prérogative des seuls États membres.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur Akram de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à M. Jazaïry, Ambassadeur de l'Algérie.

M. Jazaïry (Algérie) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je voulais simplement apporter des précisions sur mes commentaires. Ce que je voulais, c'était faire part de la réaction préliminaire – j'insiste sur le mot «préliminaire» – de la délégation algérienne au sujet de cette réunion de haut niveau du 24 septembre, car nous avons été invités à contribuer à ce travail. Il ne s'agissait en aucun cas d'un jugement de valeur concernant l'initiative elle-même, mais plutôt d'une contribution au débat dans l'espoir d'apporter, avec l'ensemble des contributions, une aide au Secrétaire général dans le processus préparatoire de cette réunion. Il ne s'agissait pas d'une préoccupation, mais d'une simple remarque.

Une de mes remarques concernait la revitalisation de la Conférence du désarmement. Je voulais dire que ce que nous cherchons à revitaliser, ce n'est pas une instance, mais plutôt une démarche internationale de désarmement, dans le but de faire avancer les choses. Si nous contestons la notion d'une revitalisation de la Conférence, c'est davantage en appelant l'attention sur le fait que nous ne devons pas uniquement nous laisser obséder par les procédures de la Conférence ou par notre efficacité ou notre inefficacité dans l'exercice de notre mission. Le problème va bien au-delà de tout cela. Il a trait aux préoccupations stratégiques des pays et à la façon de les équilibrer, en faisant en

sorte que le monde extérieur n'entreprenne rien qui soit susceptible de compromettre la possibilité de négocier en toute confiance les accords auxquels nous aspirons tous tant.

L'objet de ma première remarque était donc de dire et montrer que le problème de la Conférence du désarmement n'était pas simplement un problème de procédure et que la recherche de mécanismes de remplacement n'apporterait probablement aucune solution tant que nous ne nous attaquerions pas au fond du problème. Il suffirait de traiter le fond du problème pour se rendre compte que les mécanismes requis pour donner à ce contenu la forme d'un accord négocié ne poseraient plus de difficulté.

Voilà donc le premier commentaire que je voulais faire, et les quatre autres points que j'ai abordés pourraient aussi, je crois, être pris en compte. J'ai constaté avec bonheur que mon collègue pakistanais et mon collègue brésilien ont tous deux soutenu ma démarche concernant une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Si la réunion du 24 septembre suscite un élan propre à faciliter la convocation d'une telle session extraordinaire, ce sera une bonne chose, mais comme je l'ai dit, ne nous laissons pas obséder par un organe. Le problème n'est pas organique. Il est politique.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur Jazaïry de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de l'Allemagne, qui souhaite aborder une question de procédure.

M. Hoffmann (Allemagne) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, suis-je bien fondé à croire qu'après la présente séance plénière, nous aurons des consultations officielles consacrées à la question de la réunion de haut niveau? J'ai l'intention de m'exprimer lors de ces consultations, mais je me demandais s'il ne serait pas utile également de m'exprimer ici. Si vous avez effectivement l'intention de tenir des consultations officielles immédiatement après cette séance plénière, j'attendrai ce moment pour faire ma déclaration.

Le Président (*parle en anglais*): Merci, Monsieur l'Ambassadeur Hoffmann. Je me demande également si nous tiendrons cette séance officielle. C'était mon intention, pour aujourd'hui à 11 heures, et le secrétariat en a informé toutes les délégations hier. D'après ce que je comprends, l'idée de tenir des consultations informelles semble convenir à tous les États membres. Pourtant, ce matin, une demande m'a été adressée par un groupe régional visant à ce que lesdites consultations informelles soient reportées. J'avais prévu de vous informer de cette demande en fin de séance, mais puisque vous venez de me poser la question, j'ai eu la possibilité de vous communiquer l'information. Cela dit, je vous propose d'avoir des consultations avec les coordonnateurs régionaux, puis des consultations sur le calendrier des consultations informelles. Vous serez informés des dates qui pourront être retenues. Bien entendu, il s'agit d'une séance plénière, et en séance plénière, je ne peux empêcher personne de prendre la parole. Je donne donc la parole à l'Ambassadeur du Canada, M. Marius Grinius.

M. Grinius (Canada) (*parle en anglais*): Merci, Monsieur le Président, de vos précisions concernant les consultations informelles, que nous attendons avec impatience. Puisqu'il a déjà été question de la réunion de haut niveau, je voudrais simplement faire quelques commentaires.

Tout d'abord, bien entendu, je voudrais souhaiter la bienvenue à notre nouveau collègue à la Conférence du désarmement. Que ce soit sur un plan professionnel ou sur un plan personnel, j'ai hâte de travailler avec lui.

Je remercie l'Ambassadeur Macedo Soares de ses remarques et des arguments très clairs qu'il a avancés, et je suis en grande partie d'accord avec lui, notamment sur la question des implications directes sur la crédibilité de la Conférence du désarmement.

Nous sommes à quatre semaines à peine de la réunion de haut niveau, et il est temps que nous ayons des discussions plus ouvertes dans cette perspective. Je prends également note des deux interventions de l'Ambassadeur Jazaïry, qui est désormais célèbre, bien sûr, comme étant le Président qui a suscité l'accord sur le programme de travail CD/1864, et je ressens déjà presque une nostalgie en repensant à cet événement de l'année dernière. Je ne pense pas que la Conférence du désarmement, comme il l'a dit, n'a pas été en léthargie, mais je crois réellement qu'elle a dormi debout. Beaucoup de séances extraordinaires se sont déroulées. Nous en sommes aujourd'hui à la 1194^e depuis le début de l'histoire de la Conférence, mais beaucoup des séances de ces derniers temps n'ont pas été très productives.

Bien sûr, le Canada appuie sans réserve l'initiative du Secrétaire général de convoquer une réunion de haut niveau en septembre prochain, et je remercie le Secrétaire général de la Conférence, M. Sergei Ordzhonikidze des diverses précisions qu'il nous a apportées, notamment en ce qui concerne les aspects généraux liés aux difficultés du mécanisme général de désarmement des Nations Unies. Je pense que la discussion doit être ouverte et, comme l'a dit l'Ambassadeur Jazaïry, ne pas porter uniquement sur la Conférence du désarmement, mais sur toute la démarche internationale pour le désarmement, et c'est pourquoi nous devons beaucoup parler du fond, notamment, évidemment, des préoccupations stratégiques nationales.

Il a été question de la possibilité d'une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, et je voudrais rappeler à mes collègues que la première session extraordinaire, de 1978, a reconnu la nécessité d'une instance multilatérale de négociation sur le désarmement à composition limitée. Au cours de la même session extraordinaire, il a également été reconnu, dans la déclaration, que tous les peuples du monde ont un intérêt vital dans le succès des négociations de désarmement, et je crois qu'il est ainsi clairement affirmé que la Conférence du désarmement est censée rendre des comptes à la communauté internationale, et pas uniquement à elle-même. Depuis la première session extraordinaire, qui s'est déroulée en pleine guerre froide, les choses ont beaucoup changé, et il est peut-être temps pour nous de refléter cette évolution et cette nouvelle réalité. Le problème est que nous parlons d'une quatrième session extraordinaire. Qu'est-il donc advenu des deuxième et troisième sessions extraordinaires? Tentatives courageuses, sans doute, mais qui n'ont pas répondu aux attentes, de sorte que nous nous trouvons toujours en présence des mécanismes de 1978.

J'ai également pris note des remarques de notre collègue pakistanais concernant le fait que la réunion de haut niveau est une idée «mal cuite». Je ne la considère pas du tout ainsi. Je la considère comme un élément important d'un mécanisme de discussions et consacrées au désarmement et à la sécurité internationale, et des résultats ont déjà été obtenus. Je veux bien sûr parler du Sommet du Conseil de sécurité, le Sommet sur la sécurité nucléaire, et de l'accord conclu entre les États-Unis et la Fédération de Russie portant adoption du Traité sur la réduction des armements stratégiques (START II), un instrument important. Considérant les résultats de la Conférence d'examen du TNP, la réunion de haut niveau m'apparaît comme une pièce importante de ce dispositif.

Pour ce qui est de ce qu'a dit le Secrétaire général de la Conférence du désarmement concernant notre éventuelle dernière session avant que notre heure vienne, je ne considère pas du tout cette éventualité comme une menace, mais comme une mise à l'épreuve de la réalité, alors que nous continuons à dormir debout et à examiner certaines de ces questions très importantes.

Des mécanismes parallèles? Je rappellerai à ce stade à mes estimés collègues qu'il existe une chose qu'on appelle la Convention d'Ottawa, et une autre chose qu'on appelle la Convention d'Oslo. Pour ce qui est de la qualité des résultats atteints alors qu'il ne se passait pas grand-chose à la Conférence du désarmement, nous sommes tous, je le crois,

engagés dans les discussions et les négociations sur un traité sur le commerce des armes, encore un domaine qui échappe à l'examen de la Conférence du désarmement. Il y a donc beaucoup de choses à débattre, y compris lors de la réunion de haut niveau, mais avant cela, je me réjouis des discussions informelles que nous aurons, car nous entendrons alors d'autres commentaires.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur Grinius de sa déclaration. L'orateur suivant est M. Faysal Khabbaz Hamoui, Ambassadeur de la République arabe syrienne.

M. Khabbaz Hamoui (République arabe syrienne) (*parle en arabe*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Oğuz Demiralp, Ambassadeur de la République de Turquie, et de lui souhaiter, ainsi qu'à sa délégation, le plein succès et entière satisfaction dans leur travail.

Monsieur le Président, j'ai été surpris, et je me suis demandé s'il était possible, sur une réunion de trois ou quatre heures, de résoudre les problèmes accumulés depuis plus de douze ans. Lorsqu'il a convoqué la réunion de haut niveau, le Secrétaire général de l'ONU était sans aucun doute mu par les meilleures des intentions. Je peux, certes, affirmer sans ambiguïté que nous ne sommes pas convaincus de ce que la réunion ne produira aucun miracle s'agissant des questions dont la Conférence du désarmement est saisie, mais nous répondrons néanmoins favorablement à l'invitation, dans l'espoir que cet événement apportera la confirmation du fait que la Conférence du désarmement est bien l'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement et que le respect de son règlement intérieur est bien la clef de son succès.

Chacun sait bien que cette réunion n'apportera pas de solution. La solution des problèmes de cette instance se trouve dans certaines capitales. Ces capitales ne sont intéressées que par l'état d'avancement du traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles, et elles négligent d'autres thèmes essentiels pour la Conférence du désarmement, tels que le désarmement nucléaire, la prévention d'une course aux armements dans l'espace et les garanties de sécurité négatives. Les capitales en question n'accordent aucune attention aux préoccupations stratégiques d'autres États, et nous serons bien entendu dans l'impossibilité de nous mettre d'accord sans prendre en considération les préoccupations stratégiques de ces autres États.

Je tiens à appuyer sans réserve les déclarations faites ce matin par les Ambassadeurs de l'Algérie et du Brésil. Je suis en accord total avec tous les points qu'ils ont abordés.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur Khabbaz Hamoui de sa déclaration. Je donne maintenant la parole au représentant de la Serbie, l'Ambassadeur Uglješa Zvekić.

M. Zvekić (Serbie) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, tout d'abord, permettez-moi de préciser que la déclaration des États observateurs à la Conférence du désarmement aurait dû être faite par l'Ambassadeur de la Thaïlande en sa qualité de Coordonnateur du groupe informel d'États observateurs. En son absence, en qualité d'Ambassadeur d'un État membre de ce même groupe et étant le plus proche de la Thaïlande de par sa position dans cette salle, je donnerai lecture de cette déclaration.

Au nom du groupe informel d'États observateurs à la Conférence du désarmement, je tiens à remercier votre présidence de la régularité de ses contacts et des réunions d'information qu'elle organise avec les États observateurs. Nous saluons l'engagement des États membres et des États observateurs dans la préparation de la réunion de haut niveau qui doit se tenir prochainement. Par ailleurs, nous avons hâte de prolonger cet engagement dans le cadre du débat. Nous saisissons cette occasion de faire quelques commentaires sur les aspects de fond et de procédure de la réunion de haut niveau.

S'agissant de la procédure, nous sommes heureux d'apprendre que les représentants des États au niveau des ministres et au-dessus seront en mesure de faire des déclarations. Notre groupe est fermement convaincu que tous les États Membres des Nations Unies doivent avoir la possibilité de participer à ces importantes réunions afin de renforcer l'efficacité et l'ouverture du processus de désarmement et de non-prolifération. Beaucoup de représentants ministériels des États observateurs ont déclaré être intéressés par une participation à cette réunion. Nous serions heureux que le Secrétaire général de l'ONU et le Secrétaire général de la Conférence du désarmement facilitent la présentation des positions des États observateurs lors de la réunion de haut niveau par leurs représentants désignés à la Conférence du désarmement, et, à ce titre, que lesdits représentants soient autorisés à s'inscrire sur la liste des orateurs.

Nous espérons que les discussions qui auront lieu lors de la réunion de haut niveau seront ambitieuses. Dans le même temps, nous sommes de l'avis que les futures activités devront être entreprises dans le cadre de la Conférence du désarmement afin de renforcer son action en tant qu'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement.

Nous reconnaissons que l'examen des travaux de la Conférence du désarmement constitue un des principaux objectifs de la réunion de haut niveau, comme il ressort de la lettre d'invitation adressée par le Secrétaire général. Étant donné que la composition de la Conférence du désarmement n'a fait l'objet d'aucune révision depuis dix ans, les États observateurs demandent instamment à ce que la réunion de haut niveau se penche sur l'article 2 du règlement intérieur de la Conférence, qui dispose que «la composition de la Conférence sera revue périodiquement», et que le résumé renferme éventuellement une proposition visant à désigner, en 2011, un coordonnateur sur la question de l'élargissement de la composition de la Conférence du désarmement. Les États observateurs espèrent que cette question de l'élargissement sera examinée sérieusement lors de la réunion de haut niveau et au-delà.

Nous espérons également que les États participants pourront profiter de l'occasion de débattre des réformes du mécanisme de désarmement. Il importe d'évaluer la capacité de l'actuel mécanisme à répondre aux nouvelles difficultés en matière de sécurité et aux perspectives de paix du XXI^e siècle.

En conclusion, les États observateurs à la Conférence du désarmement se réjouissent de prendre une part active à cette importante réunion de haut niveau et d'appuyer le Secrétaire général de l'ONU dans les efforts qu'il met en œuvre pour en faire un succès.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur de la Serbie de sa déclaration au nom des États observateurs. L'orateur suivant est le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

M. Barthop (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (*parle en anglais*): Je voudrais alimenter le débat sur la réunion de haut niveau par les réflexions de ma délégation.

La première chose que je voudrais dire est que nous saluons l'engagement personnel et le dynamisme manifesté par le Secrétaire général sur les questions de désarmement et de non-prolifération, auquel s'ajoutent les précisions et l'initiative apportés par le Secrétaire général de la Conférence du désarmement concernant ce projet. Le Royaume-Uni est désireux d'œuvrer avec le Secrétaire général pour un résultat positif et équilibré de la réunion du 24 septembre prochain.

Je voudrais faire quelques réflexions sur le fond. Nous espérons que la réunion de haut niveau sera pour les hauts représentants l'occasion d'adresser un message politique d'encouragement pour sa soixante-cinquième session, d'exhorter la Conférence du

désarmement à rechercher des moyens d'améliorer son efficacité sans nuire au principe du consensus, de lui permettre de mieux relever les défis mondiaux du XXI^e siècle en matière de limitation des armements, de désarmement et de non-prolifération, de rappeler l'adoption, il y a un an, le 24 septembre 2009, de la résolution 1887 du Conseil de sécurité, et d'appeler tous les États à continuer de l'appliquer pleinement.

Nous espérons que la réunion contribuera à renforcer la Conférence du désarmement et lui permettra de convenir d'un programme de travail équilibré et complet, de commencer immédiatement des négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles et d'engager des discussions de fond sur les autres questions centrales que sont la prévention d'une course aux armements dans l'espace, les garanties de sécurité négatives et le désarmement nucléaire, comme préconisé dans son projet de programme de travail (CD/1864), dans les résolutions pertinentes de la Première Commission et dans le Plan d'action adopté à l'issue de la Conférence d'examen du TNP de 2010.

Nous espérons que la réunion examinera la façon de promouvoir une prompt adoption de son programme de travail par la Conférence du désarmement, sur la base du document CD/1864, et d'améliorer l'efficacité du mécanisme international de limitation des armements, de désarmement et de non-prolifération.

Nous espérons que la réunion renforcera et amplifiera l'élan positif survenu au cours des douze derniers mois dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, en particulier après la Conférence d'examen du TNP.

Nous souhaitons que la réunion ne s'emploie pas à modifier la règle du consensus qui prévaut à la Conférence du désarmement et à diminuer son rôle en tant qu'unique instance multilatérale permanente de négociation dans le domaine du désarmement, notamment en la privant de la possibilité de négocier un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles.

Nous espérons que la réunion sera suffisamment réaliste pour ne pas nous détourner des priorités définies dans le document CD/1864, qui, selon nous, représentent la norme de base et répondent aux préoccupations de tous, et pour lesquelles nous n'avons cessé de remercier l'Ambassadeur de l'Algérie d'avoir tant travaillé pour constituer ce document.

Nous espérons que la réunion ne donnera pas lieu à une prolifération d'activités de suivi, qui aurait pour effet de détourner l'attention du programme initialement prévu lors de la Conférence d'examen du TNP et repris dans le programme de travail de la Conférence du désarmement.

Au stade actuel, l'idée de convoquer une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement ne fait pas consensus.

Nous espérons que la réunion ne remettra pas en question les résultats obtenus en mai dernier au terme de laborieuses négociations entre groupes régionaux lors de la Conférence d'examen du TNP.

Enfin, nous pensons qu'un résumé établi par le Président sous la responsabilité du Secrétaire général constituerait un résultat approprié pour la réunion. Nous ne sommes pas favorables à l'établissement de conclusions des travaux.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le représentant du Royaume-Uni de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à M^{me} Kennedy, Ambassadrice des États-Unis d'Amérique.

M^{me} Kennedy (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*): Je voudrais à mon tour souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur Oğuz Demiralp, dont je peux, à titre personnel, dire qu'il est un diplomate confirmé et un formidable représentant de son grand pays.

Je n'ai encore rien dit ici concernant les inondations dévastatrices qui frappent le Pakistan, et je saisis donc cette occasion non seulement de faire part de notre solidarité, mais aussi de former l'espoir et le vœu que nous ferons tous de notre mieux pour apporter notre aide, non seulement pendant cette crise, mais aussi à plus longue échéance, car les destructions sont considérables et leurs conséquences se feront sentir longtemps encore.

J'ai écouté avec un vif intérêt tous les commentaires qui ont été faits aujourd'hui. J'ai aussi des commentaires à faire concernant la réunion de haut niveau, mais je les réserve pour le cas où la séance que vous aviez proposée se déroulerait.

Je me limiterai maintenant à deux remarques. D'abord, je tiens à remercier notre Secrétaire général, M. Ordzhonikidze, des précisions qu'il nous a apportées aujourd'hui. Elles étaient particulièrement bienvenues. Je tiens aussi à dire que nous appuyons l'initiative du Secrétaire général visant à convoquer cette réunion. Nous comprenons et approuvons bien entendu les remarques faites aujourd'hui selon lesquelles cette réunion ne sera pas une baguette magique et qu'il ne faut pas attendre d'elle qu'elle résolve d'un coup tous nos problèmes, mais je trouve néanmoins cette initiative particulièrement opportune. Pour en venir à la préoccupation exprimée en des termes culinaires par notre estimé collègue pakistanais, j'espère que nous percevrons tous cette réunion comme une occasion d'avancer, et non comme une menace. Efforçons-nous donc tous, chacun à sa manière, de «cuire» cette réunion pour en faire un plat de désarmement nutritif et succulent.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadrice Kennedy de sa déclaration. Je donne maintenant la parole au représentant du Maroc.

M. Hilale (Maroc): Je vous remercie, Monsieur le Président. Ma délégation n'avait pas l'intention de prendre la parole dans cette réunion formelle. Néanmoins, après les observations que nous avons entendues ce matin, je juge utile de faire part d'un certain nombre d'impressions et de sentiments à l'égard de la Réunion de haut niveau qui se tiendra à New York, mais, avant de ce faire, je voudrais m'acquitter d'un agréable devoir parce que c'est la première fois que je prends la parole sous votre présidence. Je voudrais vous féliciter et surtout vous assurer du soutien de ma délégation en ces temps difficiles que vivent la présidence et la Conférence. Je voudrais également dire combien je suis heureux de revoir parmi nous un ami de longue date et un diplomate chevronné, en l'occurrence notre nouveau collègue, l'Ambassadeur de Turquie, M. Demiralp. Je peux dire que la Conférence du désarmement est renforcée par un diplomate raffiné, connaisseur des dossiers et très professionnel. Je suis sûr qu'il apportera, au nom de la Turquie, énormément de choses à nos travaux.

Lorsque le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a convoqué à New York la Réunion de haut niveau pour la revitalisation de la Conférence du désarmement, le Royaume du Maroc s'est félicité de cette heureuse initiative parce que nous estimons que le Secrétaire général a réagi en faisant preuve du sens des responsabilités et d'un esprit de décision (*leadership* dans le texte français), tout simplement parce qu'il ne pouvait pas garder les bras croisés ni rester inactif face à une situation dans laquelle la Conférence du désarmement est devenue aphone et inactive, une situation de blocage qui dure depuis plusieurs années. La Réunion de haut niveau arrive donc à point nommé et nous nous en félicitons. Cependant, nous nous devons de nous interroger. Qu'attendons-nous de cette Réunion de haut niveau? Voulons-nous juste aller à New York pour y faire des discours et en revenir, ou bien nous pencher sur le véritable diagnostic que nous devons faire sur la Conférence du désarmement, ses difficultés et ses blocages? Je pense que, dans l'esprit du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, la Réunion de haut niveau de New York serait l'occasion de discuter en toute franchise et de recenser les points qui posent des difficultés ou des problèmes dans le cadre de la Conférence du désarmement, et surtout d'apporter des réponses, d'apporter des solutions, de suggérer des pistes de compromis pour faire sortir la Conférence du désarmement de sa léthargie. Pour pouvoir

atteindre cet objectif et afin que la Réunion de New York ne soit pas une fin en soi, une réunion avec une succession de discours et un résumé de quelques lignes, nous avons l'obligation ici, à Genève, en tant que responsables du dossier, en tant que négociateurs plénipotentiaires de nos pays respectifs, d'établir un dialogue franc, de laisser de côté les divergences qui ont bloqué la Conférence du désarmement pour voir comment nous pouvons réussir à New York, comment nous pouvons transcender les difficultés, comment nous pouvons éviter également de transposer les clivages, les frictions et le blocage de Genève à New York, ce qui serait catastrophique. Si nous partons à New York avec le même état d'esprit, sans objectif défini et sans un minimum d'accords et de compromis, ce sera un échec annoncé et programmé pour le 24 septembre. Pour éviter cela, nous estimons qu'une bonne préparation de cette Réunion s'impose. Il ne faut pas que chaque groupe travaille dans son coin en élaborant un document ou une «vision». Cela peut se faire dans le cadre d'une étape préliminaire, mais je crois que nous avons l'obligation de nous asseoir ensemble, de discuter ensemble et de voir quels sont les points ou les espaces de convergence entre nous. Il se peut que cet espace de convergence soit réduit, mais il est impératif que nous agissions ainsi afin de pouvoir apporter des réponses aux problèmes que nous rencontrons ici, parce que le plus grand danger serait d'aller à New York et d'en revenir les mains vides. Ce serait condamner la Conférence du désarmement.

Le Secrétaire général de notre Conférence a dit que la Conférence serait peut-être condamnée d'ici à un an. Je ne suis pas d'accord avec cette vision, mais je serais d'accord pour dire que le pessimisme serait là également et gagnerait du terrain, et que la Conférence du désarmement n'en sortirait pas renforcée. Pour ce faire, Monsieur le Président, nous avons à élaborer quelque chose. Ce matin, il a été dit que les membres de la Conférence du désarmement ne devaient rien préparer. Nous disons non, parce que nous sommes les responsables. C'est nous qui négocions. Alors c'est à nous qu'il revient d'indiquer à New York, au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et également aux autres Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne sont pas membres de la Conférence du désarmement, les difficultés rencontrées par la Conférence et les moyens dont nous disposons pour les transcender. Aller à New York sans aucune vision serait pratiquement comme aller à Canossa.

Deuxième observation. Nous pensons que ni le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ni le Secrétaire général de notre Conférence ne seront blâmés si nous échouons. Si nous échouons, ce seront les membres de la Conférence du désarmement qui en assumeront la responsabilité. La machinerie de l'ONU n'aura aucune responsabilité. Comme dans toutes les réunions des Nations Unies ou d'autres organisations internationales, en cas de réussite, c'est la machinerie qui est auréolée, de même que les membres, mais, en cas d'échec, celui-ci doit être imputé à ceux qui se sont opposés aux compromis et aux solutions.

Nous lançons donc un appel à un retour à la raison, à la sagesse et surtout à l'esprit de compromis qui a présidé aux négociations de la Conférence du désarmement depuis sa création en 1978. Des références nostalgiques ont été faites aux années 70, aux sessions extraordinaires de l'Assemblée générale consacrées au désarmement, mais je voudrais juste rappeler que l'une des œuvres de la Conférence du désarmement est la Convention sur les armes chimiques. Cette Convention a été négociée ici et cette Convention a reçu l'impulsion nécessaire après l'une des sessions extraordinaires de l'Assemblée générale. Il ne faut donc pas désespérer. Ce qu'il nous faut, c'est juste réfléchir à la façon d'impulser, à partir de New York, la volonté politique nécessaire dans nos travaux, à la façon dont nous pouvons, avec un peu de compréhension, avec davantage de compréhension pour les positions des uns et des autres, trouver également une formulation afin de nous remettre au travail sur la base d'un programme de travail convenant à tout le monde. Et il nous faut surtout garder à l'esprit que nous avons tous une responsabilité à assumer. En nous adressant des critiques et en rejetant les responsabilités les uns sur les autres, nous ne

résoudrons pas le problème de la Conférence du désarmement et nous ne permettrons nullement à la Réunion de haut niveau de New York d'obtenir des résultats. Je conclurai par une dernière observation. Il a été dit ce matin que le Secrétaire général allait établir un résumé de quelques lignes, peut-être d'une page. Personnellement, je doute qu'un résumé puisse faire sortir la Conférence du désarmement de sa léthargie. Ce qu'il faut, c'est que les différents groupes composant la Conférence du désarmement puissent également réfléchir, ici ou là-bas, pour établir un document de consensus sur les discours qui vont être présentés. Le personnel de la Conférence du désarmement ou de cette Réunion sera-t-il en mesure, au moment où nos ministres interviendront, de faire en même temps la synthèse? Mais pourquoi une synthèse ou un résumé? Pourquoi ne pas dire une feuille de route? Pourquoi ne pas réfléchir et être plus ambitieux? Pourquoi ne pas imaginer un résultat plus positif à même de relever les attentes de cette Réunion? La Réunion doit aboutir à quelque chose et c'est pour cela que nous avons besoin d'une préparation minutieuse. C'est pour cela que le G-21 a demandé que l'on donne à chaque groupe du temps pour réfléchir, pour formuler des propositions et aboutir à des visions individuelles que l'on fusionnera ensuite en une vision collective. Si nous n'agissons pas ainsi, il faut le reconnaître, nous irons droit à l'échec. Mais, le Maroc garde l'espoir et est motivé politiquement pour travailler avec tout un chacun au sein de la Conférence du désarmement afin de trouver les compromis nécessaires, le courage politique également, pour faire de cette Réunion de New York une réunion de relance de nos travaux, de redynamisation, de revitalisation. Je dirais que ce ne sont pas les discours à New York qui revitaliseront notre Conférence. Ce sont les décisions, les ententes auxquelles nous parviendrons à New York, à condition que nous commençons à y réfléchir dès maintenant. Sans cette approche d'ouverture des différents groupes les uns par rapport aux autres, la Réunion de New York risque de ressembler à celles que nous avons une ou deux fois par semaine, ici à Genève.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur Hilale de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à M. Hoffmann, Ambassadeur de l'Allemagne.

M. Hoffmann (Allemagne) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, qu'il me soit tout d'abord permis de m'associer à mes collègues et de souhaiter la bienvenue à notre nouveau collègue, M. Oğuz Demiralp, Ambassadeur de la Turquie. Je voudrais dire que j'ai hâte de travailler avec lui.

Toute bonne réunion mérite une bonne préparation, et il faut dire qu'il nous reste quatre semaines jusqu'à la Réunion de haut niveau de New York. Je crois donc qu'il est grand temps de faire quelque chose. En fait, je crois que c'est la première fois que nous avons un débat de fond sur cette réunion de New York.

Je vous remercie d'avoir précisé que vous ne tiendriez pas de consultations informelles après cette séance. Je dois dire que j'ai été quelque peu pris au dépourvu, et je suis heureux d'avoir posé la question, car j'aurais attendu la séance officielle pour faire ma déclaration de fond, mais s'il n'y a pas de séance officielle aujourd'hui, je la ferai en séance officielle, car je crois qu'il est important que nous nous exprimions. Un certain nombre de déclarations ont été faites, et je crois que le moment est venu de nous faire entendre aussi.

Je suis reconnaissant au Secrétaire général de la Conférence du désarmement pour les précisions qu'il nous a apportées. Je crois, bien sûr, que personne ne s'attend à ce que le Secrétaire général de l'ONU prenne partie, mais je crois qu'il importe que les États membres de la Conférence du désarmement et, au-delà, la communauté internationale, se fassent entendre pour l'aider à se faire une idée précise de la situation.

La délégation allemande a d'emblée accueilli favorablement l'initiative du Secrétaire général de la Conférence, puis celle du Secrétaire général de l'ONU, de convoquer la réunion de haut niveau, à laquelle nous attachons une importance majeure.

Nous avons recommandé à notre Ministre des affaires étrangères d'assister à cette réunion. J'espère maintenant que beaucoup de ministres des affaires étrangères, voire de chefs d'État, seront présents. Nous ne devons pas, je le crois, gâcher cette occasion de susciter un nouvel élan.

Je crois qu'il convient, à ce stade, de rappeler les raisons qui ont rendu cette réunion nécessaire. Comme nous le savons tous, depuis plus de dix ans, la Conférence du désarmement est incapable sur l'objet d'éventuelles négociations. Cette situation s'explique par un système complexe, voire obscur, de couplages et de blocages. Or, en 2009, nous avons connu une percée, avec l'adoption par consensus du programme de travail CD/1864. Malheureusement – il en a déjà été question aujourd'hui – certains événements ont entraîné une situation dans laquelle une délégation a explicitement émis des réserves lorsque nous avons tenté de mettre ce programme de travail à exécution. De nombreux efforts ont été entrepris au sein de la Conférence et aussi dans le cadre de contacts bilatéraux dans le but de débloquer la situation, mais ces efforts sont malheureusement jusqu'à présent restés vains.

Je crois qu'il est important de souligner que le document CD/1864 était – et reste toujours, à mon avis – considéré comme la meilleure approche possible, en raison du subtil dosage qu'il instaurait entre les différentes questions centrales. Une lecture attentive du document CD/1864 permet de constater que l'ouverture de négociations sur la question des matières fissiles en constitue le cœur.

Le blocage prolongé autour de l'exécution du programme de travail CD/1864 a conduit le Secrétaire général à concevoir l'idée d'une réunion de haut niveau. Je me souviens très bien de nos premières discussions à ce sujet. Selon moi, l'idée sous-jacente était de tâcher de persuader toutes les parties concernées de faciliter la mise en œuvre de l'approche proposée dans le document CD/1864.

L'Allemagne demeure persuadée que le document CD/1864, associée – je tiens à le préciser à ce stade – à l'Action 15 du document final de la Conférence d'examen du TNP, oriente nos efforts de la meilleure des façons. Mon Gouvernement s'est engagé politiquement pour faciliter la mise en œuvre du document final de la Conférence d'examen du TNP, et nous cherchons à mettre en œuvre les deux documents de façon consensuelle.

Nous sommes convaincus que si les États examinent avec sérénité et lucidité leur véritable situation de sécurité, les menaces et les intérêts qui en découlent de façon générale, ils arriveront à la conclusion que le fait d'aider la communauté internationale à ouvrir des négociations sur une importante question de désarmement nucléaire ne pourra que servir aussi leurs propres intérêts. Pour notre part, j'ajouterai ceci: lorsque nous disons que l'ouverture de négociations sur les matières fissiles est pour nous une priorité, nous tenons à préciser très clairement que, dans le même temps, nous souhaitons que la Conférence du désarmement progresse aussi sur les autres questions centrales dont elle est saisie. L'Allemagne est ouverte à toute idée constructive et concrète susceptible à faire sortir cette instance de l'impasse.

Si, à brève échéance, il apparaît que le blocage ne peut être surmonté rapidement, nous tenons à affirmer clairement que, dans ce cas, nous serons ouverts à des idées novatrices sur une meilleure façon de procéder, et je relève dans ce contexte que certaines idées sont déjà en discussion, s'agissant, notamment, du rôle de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Quel que soit le résultat de ces discussions, nous ne souhaitons pas remettre en question l'existence de la Conférence du désarmement qui, en dépit de ses difficultés actuelles, n'en demeure pas moins, selon nous, une institution importante dans le domaine du désarmement et de la limitation des armements.

Permettez-moi par conséquent de souligner une nouvelle fois que nous ne devons pas gâcher l'occasion que nous donne la réunion de haut niveau de susciter un nouvel élan au désarmement. Nous devons en profiter pour adresser un message clair indiquant que la communauté internationale attend de la Conférence du désarmement qu'elle reprenne un travail de fond.

Permettez-moi de conclure par un commentaire concernant la mise en garde que nous avons entendue de la part du Secrétaire général de la Conférence, mise en garde qui a été commentée en certains termes par notre collègue pakistanais. Ce commentaire m'est apparu comme une prise de position personnelle, et je l'en remercie sincèrement. Il est important, je crois, d'avoir un débat honnête sur notre situation, et nous ne devons pas, si je puis dire, garder la tête enfouie dans le sable. Les risques sont bien réels. J'ai expliqué notre situation quant au fond. Nous attachons une grande importance à la Conférence du désarmement, mais je crois qu'il faut considérer avec réalisme qu'un jour viendra peut-être où les États et les délégations ne seront tout simplement plus prêts à accepter la paralysie de cette institution.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur de l'Allemagne de sa déclaration. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Irlande, l'Ambassadeur Corr.

M. Corr (Irlande) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole sous votre présidence, permettez-moi de vous féliciter d'avoir accédé à votre fonction, et aussi, comme mes collègues avant moi, de souhaiter la bienvenue à M. Oğuz Demiralp, Ambassadeur de la Turquie. Nous nous réjouissons vraiment de travailler avec lui dans les semaines qui viennent.

Les commentaires que je ferais, je les aurais probablement faits en partie lors des consultations informelles. Ces consultations peuvent bien sûr encore avoir lieu, mais c'est pourquoi je me contenterai d'un résumé, car je crois qu'il est utile de présenter, comme d'autres avant moi, la position de la délégation irlandaise concernant la réunion de haut niveau.

Je voudrais tout d'abord dire que l'Irlande se félicite chaleureusement de la décision du Secrétaire général de convoquer cette réunion, qui relève donc de sa prérogative. Nous avons entendu de très nombreuses explications claires sur la façon dont le Secrétaire général entendait aborder cette réunion. Comme l'a indiqué le Secrétaire général de la Conférence, un des aspects importants de la réunion tient au fait que tous les États Membres des Nations Unies seront présents, et pas uniquement ceux de la Conférence. Il y sera question de toute l'architecture internationale du désarmement, et pas uniquement des problèmes qui paralysent la Conférence depuis un certain temps.

La réunion doit par conséquent être considérée non avec appréhension ou comme une remise en cause des prérogatives de la Conférence du désarmement, mais dans la perspective de savoir comment nous pouvons faire en sorte, ensemble, que la Conférence du désarmement exerce à nouveau ses fonctions et exécute son programme.

Je voudrais faire deux ou trois observations générales à ce sujet.

En premier lieu, la Conférence du désarmement est bien entendu le cœur des négociations multilatérales dans le domaine du désarmement, et il y a des années qu'elle ne remplit plus cette fonction. Pour des pays tels que l'Irlande et tant d'autres, membres de la Conférence ou non, l'engagement dans le processus de désarmement multilatéral procède de la ferme conviction que la coopération multilatérale sert les intérêts de tous, notamment ceux des États les plus petits qui, faute de puissance militaire, en sont réduits à compter sur l'édification et la promotion d'un système régi par le droit et à placer leur foi dans les traités et accords multilatéraux de désarmement et de non-prolifération.

La Conférence du désarmement a un rôle primordial à jouer en ce domaine. Une tâche essentielle de la réunion de haut niveau serait de déterminer comment, après tant d'années, faire en sorte que la Conférence joue à nouveau son rôle. Il est donc particulièrement judicieux d'appeler l'attention de la communauté internationale sur la question de la revitalisation de la Conférence, et c'est ce que cherche à faire le Secrétaire général à travers la réunion de haut niveau.

Ma délégation est de l'avis que la réunion de New York sera principalement une réunion politique. Des chefs d'État et de gouvernement, des ministres des affaires étrangères, y participeront. Ce serait trop demander ou, selon moi, trop attendre, que la réunion aboutisse nécessairement à un accord, mais l'objectif sera de donner un élan et une dynamique politiques susceptibles de mettre fin au blocage qui paralyse les travaux de la Conférence du désarmement.

De toute évidence, il importe, que ce soit lors de la présente séance plénière ou lors des consultations informelles, de préciser qu'il ne saurait être question de désigner inutilement, et encore moins de recycler, les questions de procédures dont nous n'entendons parler que trop souvent au sein de la Conférence du désarmement. Le but sera plutôt d'examiner les possibles moyens d'aller de l'avant, y compris certaines des idées que nous avons entendues: sessions extraordinaires ou autres.

Cependant, il est impossible de ne pas se pencher aussi sur d'autres questions. Il serait naïf de croire que tous les problèmes de la Conférence du désarmement résident au sein de l'instance elle-même et dans ses procédures, et c'est une chose que nous avons entendue à plusieurs reprises ce matin. Il est certain que des facteurs extérieurs à la Conférence contribuent, peut-être même de façon majeure, à déterminer si oui ou non cette instance est en mesure d'entreprendre le travail de négociation pour lequel elle a été créée. Il n'en reste pas moins vrai que certains des aspects du fonctionnement – ou plutôt du non-fonctionnement – de la Conférence peuvent être considérés comme des obstacles à la négociation.

Il ne faut pas en déduire que toutes ces questions devront occuper une place prépondérante lors de la réunion de haut niveau, mais elles devront être prises en considération et nous devons sans cesse les garder à l'esprit. La principale, aux yeux de ma délégation, tient à la façon dont la nécessité d'adopter un programme de travail chaque année a été interprétée et appliquée. Dans la plupart des autres organes multilatéraux, le programme de travail est essentiellement un calendrier d'activités à mener. La Conférence du désarmement est la seule à avoir dévolu au programme de travail une importance quasi théologique, qui dépasse de loin le simple caractère administratif.

Un autre obstacle tient de toute évidence à l'interprétation du règlement intérieur selon laquelle toutes les décisions de gouvernance, y compris les décisions de pure procédure, nécessitent forcément un consensus. On peut parfaitement argumenter en faveur de l'exigence du consensus, et beaucoup le font. On peut aussi l'interpréter comme s'appliquant à l'éventuelle adoption d'un instrument négocié, mais l'argument n'est peut-être pas aussi convaincant, chaque État étant souverain de décider s'il souhaite ou non adhérer à un tel instrument. Reste qu'il est difficile de comprendre pourquoi un consensus serait nécessaire pour ouvrir des négociations, ou pis encore pour des décisions de moindre importance telles que l'adoption de l'ordre du jour.

Un troisième aspect dont il a été question, même si ce n'est pas aujourd'hui, est la pratique qui consiste à mener des consultations sur certaines questions types au travers des groupes régionaux, dont l'existence n'est pas prévue par le règlement intérieur. C'est là une pratique qui rend difficile la perception des véritables points de vue des membres de la Conférence et qui nuit à la transparence des débats et à la recherche de possibles solutions de compromis.

Enfin, s'agissant du caractère limité de la composition de la Conférence, l'Ambassadeur de la Serbie a abondamment évoqué ce point. Tous les États ont un intérêt légitime pour les questions sur lesquelles la Conférence est supposée négocier. La question de l'élargissement de la composition de la Conférence est donc une question essentielle aux yeux de ma délégation. Nous y sommes très favorables, et nous pensons que cette décision arrivera en temps voulu, dans le cadre du processus qui vient de s'engager. Le dernier point tient bien entendu au fait que la majorité des ministres qui prendront la parole à la réunion de haut niveau sera constituée de représentants d'États membres de la Conférence du désarmement. Or, la question du désarmement international et du processus multilatéral relève de la compétence de tous les États membres des Nations Unies et de la communauté mondiale, et pas uniquement de celle des États membres de la Conférence du désarmement. Beaucoup d'États observateurs souhaitent bien entendu depuis longtemps adhérer à la Conférence du désarmement, mais ils n'en ont pas la possibilité.

En conclusion, ma délégation espère que la réunion du 24 septembre permettra d'avoir un regard nouveau sur toute l'architecture du désarmement, comme l'a dit le Secrétaire général, qu'elle suscitera une nouvelle impulsion et un nouvel élan dans la façon dont la Conférence du désarmement jouera son rôle afin de ne pas rester paralysée sur des questions de procédure, ou plutôt, selon le souhait du Secrétaire général, qu'elle se penchera principalement sur les difficultés et les opportunités et sur la façon de faire en sorte que tous les États Membres des Nations Unies prennent leurs responsabilités et s'attaquent à ces difficultés.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur Corr de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à M. Hellgren, représentant de la Suède.

M. Hellgren (Suède) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole sous votre présidence, permettez-moi de vous appuyer et de vous féliciter sincèrement au stade critique actuel, et de souhaiter la bienvenue à notre nouveau collègue turc.

Je n'avais pas l'intention de prendre la parole aujourd'hui en séance plénière, mais des choses ont été dites pour mémoire qui appellent de très brefs commentaires.

Tout d'abord, mon Gouvernement se félicite pleinement de ce que le Secrétaire général de l'ONU use de son intérêt, de son temps et – ce n'est pas là la moindre des choses – de son influence politique pour contribuer à la fois à enrayer la prolifération des armes nucléaires et satisfaire à l'engagement de tous les États de créer un monde exempt d'armes nucléaires. De même, dans ce contexte, il faut souligner le fait qu'il s'intéresse personnellement à la situation qui prévaut dans le mécanisme de désarmement et, plus particulièrement, aux efforts entrepris pour faire sortir la Conférence du désarmement de l'impasse. Je n'ai pas de mots plus chaleureux pour dire à quel point je me réjouis de cette initiative.

En deuxième lieu, il nous semble important que nos dirigeants politiques – et pas uniquement les ambassadeurs à la Conférence du désarmement – mobilisent leur attention sur cette situation. Nous avons toujours dit ici à quel point il était difficile pour nous d'expliquer année après année à nos responsables politiques les difficultés que cette instance éprouvait pour rassembler ses forces et engager un véritable travail de fond. Il est important, tant de notre point de vue que de celui de nos responsables politiques, que ces derniers aient l'occasion de parler directement et entre eux de cette situation, et je sais que mon Ministre des affaires étrangères a clairement indiqué qu'il souhaitait être présent à la réunion du 24 septembre. La seule incertitude tient au fait que nous avons des élections générales quelques jours avant cette date, mais il espère rester en poste et pouvoir ainsi examiner avec ses homologues la situation de la Conférence du désarmement et du mécanisme général de désarmement.

La troisième remarque concerne l'aspect culinaire commenté avec une telle éloquence par l'Ambassadrice des États-Unis. Si nous voulons que toutes les réunions de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies soient pré-cuites et aptes à résoudre tous les problèmes dont elles sont saisies, nous ne pourrions pas en tenir beaucoup. Je crois que nos dirigeants politiques doivent pouvoir se réunir et débattre de questions très difficiles et tâcher de voir comment contribuer à les résoudre, même si la solution n'intervient pas au cours de la réunion en question.

Enfin, permettez-moi de dire à titre personnel qu'après six années passées ici à la Conférence du désarmement, je partage l'avis exprimé, je crois, à titre personnel, par le Directeur général, à savoir que la situation de la Conférence doit être traitée de toute urgence, qu'il ne nous reste plus beaucoup de temps, que si ce n'est pas cette année, la session de 2011 sera cruciale pour l'avenir de la Conférence, et que la Conférence du désarmement, comme toute instance multilatérale, doit subir et subir en effet ce qu'on appelle une évaluation basée sur les résultats et qu'en l'état actuel des choses, cette évaluation n'est guère à son avantage. Je me félicite par conséquent de ce que le Secrétaire général de la Conférence nous a exposé si clairement son avis et, à titre personnel, je suis en total accord avec lui.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie M. Hellgren de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à M. van den Ijssel, Ambassadeur des Pays-Bas.

M. van den Ijssel (Pays-Bas) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord, comme les orateurs qui m'ont précédé, de souhaiter la bienvenue à notre collègue turc. Nous avons hâte de travailler avec lui et de poursuivre notre intense coopération avec sa délégation.

Comme certains autres orateurs, je ne suis pas venu à cette séance dans l'intention de prendre la parole sur le sujet de la réunion de haut niveau, car je pensais que vous organiseriez un échange de vues sur le sujet au cours d'une séance officielle plus tard dans la journée, mais vous ayant entendu dire que ladite séance officielle n'aurait été reportée, pour des raisons que j'ignore et que je ne comprends pas bien, et après avoir entendu un grand nombre de points de vue s'exprimer, je voudrais saisir cette occasion de partager certains points qui, en dépit du caractère officiel de cette séance, ne sont que des remarques préliminaires.

Les Pays-Bas appuient pleinement l'initiative du Secrétaire général de convoquer une réunion de haut niveau consacrée aux travaux de la Conférence du désarmement et de promouvoir les négociations multilatérales sur le désarmement. Continuer comme nous le faisons depuis dix ans n'est plus une solution. Nous devons affirmer très clairement qu'après treize ans de stagnation, nul ne peut dire que la Conférence du désarmement est simplement confrontée à des difficultés temporaires. Si nous n'agissons pas, la Conférence deviendra inutile, voire obsolète. Que cette situation soit le fait de mesures officielles ou officieuses, comme, par exemple, la réduction du niveau de participation ou l'érosion de l'intérêt des capitales, ne fait pas une grande différence. Ce n'est pas en rêvant éveillés que nous empêcherons cette situation de se produire.

Dans ce contexte, nous voyons dans la réunion du 24 septembre une occasion d'inverser le courant. Ce n'est pas une menace. Nous ne devons pas gâcher cette occasion, car – et sur ce point je suis en total accord avec le Secrétaire général de la Conférence – il n'y en aura sans doute pas beaucoup d'autres. Les Pays-Bas ne perçoivent pas la réunion de haut niveau comme un événement isolé. Si nous voulons revitaliser la Conférence du désarmement, nous devons donner suite à la réunion de haut niveau. Nous croyons, comme le Secrétaire général de l'ONU, que ce travail de suivi pourrait, dans un premier temps, prendre la forme d'une résolution de la Première Commission de l'Assemblée générale.

Selon nous, la Première Commission devra, dans cette résolution, appeler la Conférence du désarmement à commencer à travailler sur la base du programme de travail adopté en 2009 et/ou des deux projets soumis en 2010. Nous pensons que ces deux propositions jouissent d'un solide appui international. Pour ce qui est de la formulation exacte, comme je l'ai dit en d'autres occasions, les Pays-Bas sont flexibles. Nous sommes prêts à commencer à travailler sur les quatre questions centrales, mais nous ne sommes pas prêts à attendre treize ans de plus. Nous devons nous fixer un strict délai d'un an, et si nous ne parvenons pas à le respecter, l'Assemblée générale devra étudier le meilleur moyen de faire des progrès sur les questions de désarmement multilatéral.

À cet égard, nous ne souscrivons pas au point de vue selon lequel nous devrions empêcher à tout prix la tenue de négociations en dehors du cadre de la Conférence du désarmement. Cela a déjà été dit précédemment dans cette salle, nous pensons que la Conférence est un instrument, et que si elle est incapable de faire le travail, il ne nous est pas interdit de rechercher des instruments nouveaux et plus efficaces en tenant compte de la situation internationale.

Il est sans doute utile de solliciter des avis extérieurs sur la meilleure façon de revitaliser la Conférence du désarmement. La Conférence n'est pas la première instance à solliciter des sources extérieures pour obtenir des avis utiles. Nous serions ouverts à une telle démarche, qui devrait toutefois être systématiquement liée à un délai afin d'éviter que la Conférence du désarmement passe les treize prochaines années à parler de son propre avenir.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le représentant des Pays-Bas de sa déclaration. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine, M. Andriy Kasinov.

M. Kasinov (Ukraine) (*parle en russe*): Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, je souhaite, au nom de l'Ukraine, la bienvenue à tous les participants à la séance d'aujourd'hui en ce jour mémorable pour mon pays. Le 24 août 2010, l'Ukraine célèbre en effet le dix-neuvième anniversaire de son accession à l'indépendance.

Compte tenu de la nature des discussions d'aujourd'hui, je voudrais remercier le secrétariat de la Conférence du désarmement et l'actuel Président, l'Ambassadeur Gancho Ganev, de nous avoir donné la possibilité d'examiner des aspects importants des travaux de la Conférence et de la réunion de haut niveau qui doit se tenir à New York.

Notre pays se félicite de l'initiative de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, de convoquer une réunion de haut niveau destinée à revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement. Nous fondons tous, je crois, de grands espoirs sur cette réunion, car la Conférence du désarmement est actuellement incapable de surmonter par elle-même les problèmes liés à ses travaux.

Face à l'absence de résultats observée depuis dix ans, la communauté internationale en général et les participants à la réunion de New York en particulier sont aux prises avec une tâche complexe et importante, qui est celle d'analyser l'expérience des années passées et d'orienter les travaux de la Conférence du désarmement vers une démarche plus constructive. Dans ce contexte, nous pensons qu'un objectif important de la séance d'aujourd'hui est d'examiner les aspects politiques de la réunion de New York dans le but de renforcer l'efficacité du travail des hauts responsables des États Membres des Nations Unies à New York.

Nous supposons qu'il existe des points de vue différents sur la façon dont la réunion de haut niveau doit être organisée et sur ses résultats. C'est pourquoi nous appelons les délégations présentes aujourd'hui à ne pas être trop catégoriques dans leurs prises de

position mais à tenter de prendre en compte tous les souhaits des États quant à la façon de choisir les meilleures d'entre elles.

Pour sa part, la délégation ukrainienne a, à maintes reprises, exprimé sa position en séance plénière et au cours des consultations, et je voudrais la répéter aujourd'hui.

En premier lieu, étant donné que le Secrétaire général, du fait de ses autres engagements, ne peut consacrer qu'une journée à cette instance particulière dans le domaine du désarmement et du maintien de la paix qu'est la Conférence du désarmement, l'Ukraine propose d'optimiser les heures de travail des hauts responsables qui se rendront à New York et, si nécessaire, d'envisager la possibilité d'étendre à une journée complète cette réunion initialement prévue pour ne durer que cinq heures.

En deuxième lieu, compte tenu de l'étendue des discussions de New York et du fait que les réunions au niveau des ministres des affaires étrangères constituent des événements rares, il serait souhaitable de donner à tous ceux qui le souhaitent la possibilité de prendre la parole.

En troisième lieu, les appels adressés à la Conférence par le Secrétaire général de l'ONU et les ministres des affaires étrangères pour qu'elle fasse montre de davantage de volonté politique et mette de côté ses divergences dans le but de revitaliser ses travaux étant restés vains, l'Ukraine propose aux participants aux consultations d'aujourd'hui de consacrer du temps, pendant la réunion de haut niveau, à échanger des vues et préparer le document final de ladite réunion. Selon nous, un débat dynamique autour des déclarations livrées au cours du débat général facilitera l'adoption, en fin de réunion, non seulement du résumé du Président, mais aussi de recommandations spécifiques visant à revitaliser le travail de fond de la Conférence du désarmement.

En conclusion, je voudrais remercier une nouvelle fois M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, d'avoir, dans le cadre de l'exercice de son mandat, convoqué la réunion de haut niveau à New York.

Cependant, je rappelle que le succès de la réunion de haut niveau dépend directement et en premier lieu des États Membres des Nations Unies. De ce fait, en travaillant dans le cadre de la Conférence du désarmement, nous pouvons contribuer à créer des conditions favorables au succès de la réunion de haut niveau.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le représentant de l'Ukraine de sa déclaration, et je saisis cette occasion de féliciter chaleureusement l'Ukraine à l'occasion de sa journée nationale. Je donne maintenant la parole à M. Im, Ambassadeur de la République de Corée.

M. Im (République de Corée) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, à l'instar des autres orateurs, nous n'avons pas l'intention de prendre la parole au cours de la présente séance plénière, mais je sens poindre des doutes concernant l'utilité et la valeur d'une réunion de haut niveau destinée à revitaliser les travaux de la Conférence du désarmement, de sorte que je me sens obligé d'intervenir.

Je crois que nous devons nous interroger sur les raisons de cette situation. Pourquoi le Secrétaire général est-il dans l'obligation de convoquer cette réunion de haut niveau? Dans quel contexte et dans quelles circonstances? Bien entendu, cette réunion a été rendue nécessaire par les résolutions de la Conférence d'examen du TNP, traité auquel certains membres de la Conférence du désarmement sont parties. Néanmoins, le Secrétaire général est clairement invité à convoquer une telle réunion. Par ailleurs, je crois qu'il existe une autre raison impérieuse pour convoquer cette réunion. Je crois que le Secrétaire général fait l'objet de pressions instantes de la part de la communauté internationale, mécontente et frustrée devant l'impasse prolongée qui règne à l'intérieur et à l'extérieur de la Conférence du désarmement depuis treize ans.

Tous les États Membres des Nations Unies sont invités à assister à cette réunion, et c'est ce que nous ferons à titre individuel. Nous y participerons en tant qu'État Membre des Nations Unies et non en tant qu'État membre de la Conférence du désarmement. Toutefois, parce que cette réunion est entièrement consacrée à la Conférence du désarmement, je crois que l'approbation et la participation de toute la Conférence sont essentielles à tout résultat tangible de la réunion. Je crois que cette réunion donne matière à introspection – une chose dont nous avons particulièrement besoin à ce stade – et qu'elle peut définir des orientations futures, non seulement pour les membres de la Conférence, mais aussi pour la communauté internationale dans son ensemble.

En deuxième lieu, je voulais faire une brève remarque au sujet de la déclaration du Secrétaire général de la Conférence. Certes, la pilule est bien amère pour les membres de la Conférence, mais je crois que les remarques du Secrétaire général ne peuvent être ignorées, et ses bonnes intentions devront être prises au sérieux le moment venu.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur Im de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à M. Strømø, Ambassadeur de la Norvège.

M. Strømø (Norvège) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je voudrais également profiter de cette occasion de commenter la réunion de haut niveau de New York.

En premier lieu, la Norvège voit dans la réunion de haut niveau une occasion d'examiner comment promouvoir les négociations multilatérales sur le désarmement; la Conférence du désarmement est une des instances qui ont besoin d'être réformées et revitalisées. La Norvège estime qu'il est important que le Secrétaire général ait invité l'ensemble des États Membres des Nations Unies à participer à cette réunion. Cela ne fera que renforcer le caractère global de la réunion de haut niveau, en dépassant le simple cadre des questions relevant de la Conférence du désarmement.

Il convient de souligner que le désarmement est un outil propre à renforcer la sécurité internationale, nationale et humaine des États et de tous leurs habitants, quel que soit l'organe au sein duquel nous déciderons de coopérer.

Nous espérons que le débat de New York contribuera à stimuler un débat plus global et plus systématique sur l'architecture générale du désarmement et sur la question de savoir jusqu'à quel point elle est adaptée pour répondre aux difficultés présentes et à venir dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération.

Nous devons déterminer si les institutions créées en pleine guerre froide sont toujours à même de produire des résultats. Si la Conférence du désarmement est incapable de jouer son rôle, l'Assemblée générale devra se pencher sérieusement sur sa situation.

Le processus de négociation de traités de désarmement hors du cadre des institutions établies constitue à la fois une source de profonde inquiétude et une source d'inspiration s'agissant de la façon dont nous travaillons à la Conférence du désarmement. Il prouve qu'avec suffisamment de volonté politique, il est possible de trouver des moyens de progresser.

En outre, nous devons admettre que l'incapacité de la Conférence du désarmement à faire participer à ses travaux des acteurs tels que les représentants de la société civile nous pénalise en nous empêchant de profiter de leur expérience et de leurs connaissances.

Le fait que la composition de la Conférence du désarmement soit limitée à une minorité d'États Membres des Nations Unies ne fait que souligner ce problème, et il faudra en tenir compte lors de la réunion de haut niveau.

Enfin, nous appuyons l'idée selon laquelle le document final de la réunion devrait prendre la forme d'un résumé du Président reflétant le point de vue du Secrétaire général et les discussions en général.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le représentant de la Norvège. Je donne maintenant la parole à M. Hernández Basave, Ambassadeur du Mexique.

M. Hernández Basave (Mexique) (*parle en espagnol*): Monsieur le Président, je tiens à vous féliciter d'avoir accédé à la présidence de la Conférence du désarmement, à souhaiter la bienvenue à M. Oğuz Demiralp, Ambassadeur de la Turquie, et à l'assurer de notre pleine coopération dans le cadre de notre travail.

Le Mexique ne comprend ni ne partage les suspicions et les craintes exposées par certains s'agissant de la décision du Secrétaire général de convoquer une réunion extraordinaire consacrée à une question aussi importante que celle qui sera examinée le 24 septembre prochain.

Au contraire, l'initiative du Secrétaire général nous apparaît comme une formidable occasion de réfléchir aux enjeux de sécurité mondiaux et de placer la sécurité du monde au cœur du débat international. Nous formons l'espoir que les cinq heures qui seront consacrées à ces discussions, le 24 septembre, nous aideront non à oublier, mais au contraire à garder à l'esprit et à souligner le fait que notre objectif à la Conférence du désarmement est précisément de progresser sensiblement sur la voie du désarmement.

La Conférence du désarmement est une instance chère à nos cœurs, et elle a porté ses fruits. Malheureusement, elle est bloquée depuis treize ans par une paralysie qui devient peu à peu insupportable et inacceptable. Nous comprenons donc pourquoi certains pays ont indiqué que si la Conférence était incapable de s'acquitter de son mandat, il nous faudrait rechercher d'autres moyens et d'autres mécanismes pour parvenir à notre objectif, qui est, je le répète, de parvenir au désarmement, de renforcer ainsi la sécurité internationale et d'éliminer les menaces qui pèsent sur cette sécurité.

Nous pensons que cette réunion de haut niveau nous donnera l'occasion d'afficher un esprit d'ouverture et une volonté politique pour déterminer l'avenir de la Conférence. N'oublions pas que certaines des réalisations les plus importantes dans le domaine du désarmement, certains traités de désarmement importants, encore en vigueur aujourd'hui, ont été élaborés avant la création de la Conférence du désarmement, c'est-à-dire en dehors du cadre de la Conférence.

En outre, lorsque nous parlons de la Conférence du désarmement, nous devons garder à l'esprit le fait qu'à une époque, nous avions la Commission de 10 pays sur le désarmement, puis la Commission de 18 pays sur le désarmement, puis une Conférence du désarmement à 36 membres, puis, enfin, une Conférence du désarmement à 56 membres. La situation internationale n'est pas statique, et les mécanismes et outils que nous utilisons ne doivent pas être statiques non plus. Il ne serait pas très utile de demeurer passifs face aux immenses difficultés liées à la sécurité mondiale.

Cet échange de haut niveau nous apparaît comme une occasion de nous pencher sur la sécurité du monde, et le désarmement en constitue le cœur.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le représentant du Mexique de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à M. Manfredi, Ambassadeur de l'Italie.

M. Manfredi (Italie) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de m'associer à mes collègues pour souhaiter une chaleureuse bienvenue parmi nous à notre nouveau collègue turc, l'Ambassadeur Oğuz Demiralp.

L'Italie appuie pleinement l'initiative du Secrétaire général de l'ONU de convoquer la réunion de haut niveau. Nous exhortons tous les pays à y participer au niveau ministériel, et je tiens à dire que notre Ministre des affaires étrangères a déjà confirmé sa présence.

Le Secrétaire général de la Conférence, M. Ordzhonikidze, a clairement exposé les raisons qui ont conduit à la convocation de la réunion de haut niveau, et ces raisons sont

impérieuses et bien connues de nous tous. Je ne les répéterai donc pas. Nous pensons que les discussions lors de la réunion de haut niveau devront être aussi libres et larges que possible, et nous pensons aussi qu'elles devront porter sur l'examen de la pertinence de l'actuel mécanisme de désarmement des Nations Unies et sur les effets de certains des articles du règlement intérieur de la Conférence du désarmement, qui, au cours des dernières années écoulées, n'ont pas été très positifs.

Dans ce cadre, nous espérons que la réunion de haut niveau confirmera la validité du document CD/1864 en tant que programme de travail équilibré et réaliste pour la Conférence du désarmement dans les années qui viennent.

En premier lieu, comme l'ont également affirmé nos collègues marocain et irlandais, la réunion de haut niveau doit être aussi exempte que possible de récriminations et de reproches qui ne contribueraient en rien à revitaliser la Conférence du désarmement et les efforts multilatéraux de désarmement en général.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur Manfredi de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à M. Vasiliev, représentant de la Fédération de Russie.

M. Vasiliev (Fédération de Russie) (*parle en russe*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de féliciter nos frères et voisins ukrainiens à l'occasion de leur journée nationale.

Je voudrais aussi souhaiter la bienvenue au représentant de la Turquie à la Conférence du désarmement et l'assurer de la volonté de la Fédération de Russie de coopérer étroitement avec lui.

À l'image de plusieurs des orateurs précédents, nous sommes prêts à débattre de la préparation de la réunion de haut niveau de New York de façon officieuse, et nous garderons donc la plupart de nos commentaires pour plus tard.

D'une façon générale, nous tenons à dire ce qui suit. Contrairement à l'absence de consensus sur un programme de travail pour la Conférence du désarmement, nous pensons qu'il y a consensus sur le caractère profondément insatisfaisant de notre situation, une situation qui, bien entendu, doit être modifiée.

La meilleure solution eût été que la Conférence adopte un programme de travail, ce qui, malheureusement, ne s'est pas produit. La délégation russe a fait de son mieux en renonçant à certaines de ses positions pour appuyer le programme de travail contenu dans le document CD/1864. Notre Ministre des affaires étrangères, Sergey Lavrov, s'est exprimé à deux reprises en trois ans pour exprimer notre position.

Une réunion ministérielle de haut niveau ici même, à Genève, aurait sans doute aidé la Conférence du désarmement à avancer. Cependant, nous comprenons tous que, pour diverses raisons, cela n'est pas possible. Dans ce contexte, nous considérons que la solution proposée par le Secrétaire général de l'ONU est la meilleure et, peut-être, la seule solution disponible compte tenu de notre situation. Nous appuyons par conséquent la proposition consistant à tenir une telle réunion.

Bien entendu, nous n'attendons pas de miracle, et ne pensons pas que la réunion de haut niveau nous permettra de prendre la décision qui fera sortir la Conférence du désarmement de l'impasse dans laquelle elle se trouve bloquée depuis douze ans. Par ailleurs, comme nous l'avons indiqué, cet échange sérieux devrait stimuler des idées novatrices susceptibles de faire avancer le désarmement multilatéral. Dans ce contexte, nous estimons qu'il convient de ne pas ignorer le travail accompli par la Conférence, et ces idées novatrices ne doivent, selon nous, pas compromettre les avancées virtuelles obtenues

dans ce cadre, à savoir l'ensemble de mesures proposées dans le projet de programme de travail adopté sous la présidence algérienne.

Je pense également qu'il est aujourd'hui trop tôt pour dire qu'une quatrième session extraordinaire consacrée au désarmement serait de quelque utilité, car il n'y a pas encore consensus concernant ce processus, comme l'illustre le fait que le groupe de travail créé pour préparer la quatrième session extraordinaire de New York a suspendu ses travaux devant le manque de résultats.

Permettez-moi de dire une nouvelle fois que la délégation russe est prête à débattre dans un cadre informel du contexte de la réunion de haut niveau, comme cela a été proposé, et qu'elle entend jouer un rôle actif et constructif dans ces discussions.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le représentant de la Fédération de Russie de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à la représentante de la Suisse, M^{me} Torriani.

M^{me} Torriani (Suisse) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole sous votre présidence, permettez-moi, au nom de la délégation suisse, de vous féliciter d'avoir accédé à la présidence et de vous assurer de notre plein appui.

Je n'avais pas prévu de prendre la parole en séance plénière officielle, mais devant la tournure du débat, je voudrais, si vous me le permettez, ajouter quelques remarques.

En premier lieu, je tiens à remercier tous les orateurs précédents de leurs interventions, et je voudrais tout particulièrement exprimer l'appui indéfectible de ma délégation à la réunion de haut niveau qui doit se tenir à New York le 24 septembre. Nous apprécions tout particulièrement l'initiative du Secrétaire général de convoquer une telle réunion. La Suisse compte sur un échange ouvert portant sur beaucoup des aspects qui nous préoccupent ici à Genève depuis longtemps. Dans ce contexte, la réunion de haut niveau ne nous apparaît pas comme une menace, mais plutôt comme une possibilité de prendre en compte ces questions, dont la solution se fait attendre depuis si longtemps.

Un pays comme la Suisse, désireux de progresser sur les quatre questions centrales et ardent partisan de tous les efforts entrepris précédemment pour faire sortir la Conférence du désarmement de l'impasse, a de plus en plus de mal à accepter que la Conférence elle-même bloque beaucoup de nos priorités de désarmement, et soit devenue un instrument d'immobilisme, notamment en ce qui concerne le désarmement nucléaire.

En conséquence, pour revitaliser les discussions sur le désarmement, nous comptons sur des démarches à court, à moyen et à long terme, et c'est précisément dans ce contexte que nous nous félicitons de l'initiative du Secrétaire général de convoquer une réunion de haut niveau à New York.

Nous comptons sur un échange de vues couvrant les aspects suivants.

En premier lieu, nous souhaitons un débat thématique sur les difficultés actuelles dans le domaine du désarmement et sur les exigences concernant le mécanisme du désarmement pour le XXI^e siècle.

En deuxième lieu, nous comptons aussi sur un débat sur les mesures à moyen et à long terme destinées à rendre le mécanisme du désarmement et, en particulier, la Conférence du désarmement, apte à résoudre les difficultés du XXI^e siècle.

Enfin, en troisième lieu, nous souhaiterions un débat sur les mesures à court terme susceptibles de nous permettre de progresser spécifiquement et rapidement sur certaines des questions centrales.

Le travail de suivi revêt une grande importance pour nous, notamment en ce qui concerne ces mesures à court terme.

En fait, pour ne pas nous retrouver dans le blocage que nous connaissons depuis trop longtemps, il est pour nous très important de ne pas tenter de prénégocier ici le résultat de la réunion de haut niveau. Au contraire, nous nous félicitons de la démarche du Secrétaire général, consistant à proposer l'établissement d'un résumé du Président, et nous sommes également heureux d'entendre que ce résumé sera ambitieux et global.

Plus spécifiquement, nous proposons de mettre à profit le segment du mécanisme du désarmement de la session de la Première Commission de cette année pour prolonger les discussions, mais nous serons heureux de revenir plus en détail sur ce point en séance officielle.

Voilà les remarques que la Suisse souhaitait faire pour l'heure, et nous réservons nos autres remarques pour le débat informel.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie la représentante de la Suisse de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à M. Akram, Ambassadeur du Pakistan.

M. Akram (Pakistan) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je vous prie d'emblée de m'excuser de prendre une nouvelle fois la parole. Je voulais apporter certaines précisions en réaction à certains des commentaires de mes estimés collègues.

Mon amie des États-Unis a employé une allégorie gastronomique lorsque j'ai parlé de la proposition du Secrétaire général comme étant «à moitié cuite». Je suis le premier à reconnaître que je n'ai aucun talent culinaire, mais je sais reconnaître au goût ce qui est bon et ce qui ne l'est pas. Je sais aussi que pour préparer un plat goûteux, il faut les bons ingrédients et le bon temps de cuisson. Or, c'est précisément ce qui manque dans cette démarche, nous n'aurons pas suffisamment eu de temps pour discuter de ces importantes questions pendant une réunion d'une demi-journée à New York. Mon deuxième point est le suivant: quels ingrédients devons-nous ajouter pour parvenir à un résultat qui contribue à faire avancer les travaux du mécanisme de désarmement des Nations Unies?

Je dois dire que je ne suis pas surpris par l'expression quasi orchestrée des points de vue occidentaux ce matin. Je ne suis pas surpris, car je sais que c'est évidemment la position de ce groupe, et je crois aussi que cette position a déjà été transmise au Secrétaire général de l'ONU. En fait, la déclaration du représentant du Royaume-Uni donne une indication claire du résultat de la réunion tel qu'il a déjà été suggéré au Secrétaire général de l'ONU. Plus tard, lorsque nous reviendrons ici, à la Conférence du désarmement, je serai très intéressé par l'idée de comparer ce qui a été dit par la délégation du Royaume-Uni et le résultat qui sera effectivement atteint à New York sous la forme des conclusions du Secrétaire général.

Le point de vue de ma délégation est très proche de celui que vous entendrez de la part du Groupe des 21, lorsque nous aurons effectivement une séance officielle consacrée à cette question, le plus tôt possible j'espère. Je pense néanmoins qu'il est important de souligner certains des aspects que nous devons examiner, de même que les questions qui doivent être réglées par le Secrétaire général.

Pour nous – et j'oserai dire que le Groupe des 21 fait partie, à New York, d'un groupe plus important de pays représentant le Mouvement des pays non alignés, soit plus de 100 pays – l'importance du mécanisme international de désarmement ne relève pas uniquement de la compétence de la Conférence du désarmement. Il s'étend aussi à d'autres domaines, à d'autres voies, où les questions de désarmement, de limitation des armements et de désarmement sont également traitées. Pour nous, la priorité absolue est le désarmement nucléaire.

Nous sommes également intéressés – du moins certaines des personnes encore présentes dans cette salle ont déclaré que nous étions intéressés – par la question des garanties de sécurité négatives, ainsi que par la prévention d'une course aux armements dans l'espace. En principe, la question des matières fissiles doit, selon la plupart des membres du Groupe des 21 et du Mouvement des pays non alignés, non seulement prendre en considération la production future, mais aussi la réduction des stocks existants.

Pour mon pays – et ce n'est pas un secret – notre difficulté par rapport au Traité sur les matières fissiles est liée à la politique de «deux poids, deux mesures» pratiquée par certains pays qui, tout en revendiquant leur engagement en faveur des objectifs inscrits dans le Traité sur la non-prolifération, utilisent le Groupe des fournisseurs nucléaires pour se livrer à des activités qui touchent directement à notre sécurité. Je ne m'attarderai pas davantage sur ce point, mais force est de constater, au stade actuel, que c'est là notre préoccupation et notre problème vis-à-vis du Traité sur les matières fissiles. Cela ne signifie pas que la Conférence du désarmement ne peut et ne doit pas négocier sur les autres points de son ordre du jour.

Lorsqu'il y a consensus, nous pouvons progresser, mais il n'y a pas consensus. Nous ne pouvons donc pas progresser. C'est ainsi que fonctionne la Conférence du désarmement, et elle doit pouvoir continuer à fonctionner ainsi.

Je voudrais aussi dire que, selon nous, l'idée selon laquelle il peut y avoir d'autres solutions que celle de négocier un traité sur les matières fissiles est une éventualité que le Pakistan a déjà acceptée. Nous n'en serons pas. C'est là une question séparée. Mais si tel est le choix de la communauté internationale, nous nous y rangerons.

Pour ce qui est du résultat de la réunion de haut niveau, si j'ai donné l'impression que nous étions opposés à la réunion de haut niveau, rien n'est plus éloigné de la vérité. Nous n'y sommes pas opposés. Bien au contraire, nous voulons que cette réunion de haut niveau ait un résultat utile et significatif. C'est pourquoi nous disons qu'il faut bien s'y préparer. Nous devons faire en sorte que le résultat présente un intérêt pour nous et pour le mécanisme du désarmement. Mais si nous attendons du Secrétaire général qu'il soumette un résumé de ses conclusions et pensons que c'est ainsi que nous progresserons, alors je suis au regret de dire que nous serons très déçus.

Je comprends qu'un certain nombre d'institutions dont les travaux sont en lien avec les nôtres auront l'occasion de s'exprimer. Je n'ai pas entendu dire qu'il soit question de permettre au Président de la Conférence du désarmement de prendre la parole lors de la réunion de haut niveau, mais je me trompe peut-être. Toutefois, si tel n'est pas le cas, ce sera là une faiblesse majeure de la réunion de haut niveau. Si l'objectif principal de la réunion de haut niveau est de revitaliser la Conférence du désarmement, il faudrait qu'il puisse y prendre la parole et faire part des sujets de préoccupation.

Voilà quelques-unes des remarques que je voulais partager avec mes collègues, et je vous prie encore de m'excuser d'avoir pris une nouvelle fois la parole.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur Akram de sa déclaration et de ses précisions. Je donne maintenant la parole à M. Quintanilla Román, Ambassadeur de Cuba.

M. Quintanilla Román (Cuba) (*parle en espagnol*): Monsieur le Président, nous n'avions pas prévu de prendre la parole au cours de la présente session plénière, mais certains des commentaires faits tout à l'heure m'ont conduit à le faire.

Je parle de ce qui pourrait s'apparenter à un ultimatum personnel lancé par le Secrétaire général de la Conférence et repris par certaines délégations. Je trouve de tels propos surprenants et particulièrement troublants.

Il a été dit que la Conférence du désarmement était dans l'impasse et qu'elle n'avait produit aucun résultat tangible depuis treize ans. Les travaux de la Conférence n'ont pas toujours été entravés par les mêmes groupes. Souvenons-nous, aujourd'hui, que lorsque d'autres groupes, adeptes d'autres positions, empêchaient la Conférence de progresser, personne n'avait lancé d'ultimatum fixant un délai d'un an ou autre pour cette instance.

Nous ne souscrivons pas à ces allégations, que nous jugeons inappropriées et simplistes. Le principal résultat de la réunion de haut niveau de New York pourrait être de confirmer la Conférence en tant qu'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement et d'appuyer ses travaux.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le représentant de Cuba de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à M. Danon, Ambassadeur de la France.

M. Danon (France): Monsieur le Président, moi non plus je ne comptais pas prendre la parole et je souhaitais plutôt parler durant la réunion informelle, mais la Conférence du désarmement est arrivée à un tel point de blocage que, même pour décider d'un «informel informel», il faut discuter pendant des jours et des jours: cela montre bien à quel point nous sommes arrivés dans l'inefficacité.

Je voudrais tout d'abord, à mon tour, souhaiter la bienvenue à notre collègue, l'Ambassadeur de Turquie, et lui assurer que la délégation française souhaite le plus vite possible se mettre à travailler avec lui et qu'il recevra toujours chez nous le meilleur accueil. Quelques mots sur la réunion de haut niveau du 24 septembre. D'abord, pour dire que nous soutenons pleinement cette initiative du Secrétaire général. Que ce soit clair, nous considérons qu'il s'agit d'une très bonne initiative. Elle reflète l'engagement du Secrétaire général sur ces questions. Elle montre la prise en compte par le Secrétaire général de certaines dynamiques dans le domaine du désarmement nucléaire et sur la question nucléaire plus généralement. Cette réunion sera peut-être le premier pas fait pour résoudre une anomalie de la Conférence. La Conférence n'a jamais tenu de réunion à un niveau ministériel lorsqu'elle était bloquée. C'est un des très rares forums du système des Nations Unies qui, lorsqu'il est bloqué, ne passe pas au niveau supérieur, ne passe pas au niveau ministériel. Dans quasiment tous les autres forums, lorsqu'on est bloqué, on passe au niveau au-dessus. Là, on ne l'a jamais fait. Alors évidemment, il aurait sans doute été souhaitable de le faire ici, à Genève; on sait tous que ce n'est pas possible, parce que réunir soixante et quelques ministres des affaires étrangères en même temps ici, c'est totalement irréaliste. Le Secrétaire général a saisi l'occasion de la semaine ministérielle de l'Assemblée générale des Nations Unies pour le faire. Nous trouvons cela très bien et nous sommes aussi très satisfaits qu'il soit passé à un niveau de représentation plus large que celui de la Conférence parce que, derrière celle-ci, il y a aussi le reste de la machinerie du désarmement, y compris la Commission du désarmement qui réunit tous les pays à New York mais aussi le TNP, etc. Nous nous félicitons donc de cette occasion de réunir les pays à un haut niveau.

Je crois qu'il faut s'habituer à parler de sécurité, de désarmement, y compris nucléaire, à un niveau politique, ceci pour essayer de sortir un petit peu du blocage. Cela étant, il n'est pas facile de sortir du blocage à la Conférence. Pourquoi? Fondamentalement, ce n'est pas une question de machinerie, de mécanisme. Nous le savons, la Conférence est un miroir. Elle a été conçue pour être le miroir du monde à l'époque de la guerre froide, mais le problème c'est qu'aujourd'hui elle est toujours un miroir, mais qu'elle ne reflète plus le monde tel qu'il est. Elle reflète le monde de la guerre froide. La meilleure preuve en est son ordre du jour. En réalité, nous discutons d'un programme de travail qui devrait être adopté facilement et nous ne discutons jamais de l'ordre du jour qui, lui, n'a jamais changé. L'ordre du jour, c'est toujours la cessation de la course aux armements, y compris nucléaires, ce qui ne reflète pas vraiment la préoccupation du monde actuel. Peu importe, tout le monde sait pourquoi la Conférence s'est retrouvée dans cette situation. C'est un

miroir qui, malheureusement, ne reflète que le blocage alors qu'il devrait refléter les dynamiques du monde, et celles-ci sont nombreuses. Le TNP, de ce point de vue, était très encourageant, parce qu'il a remis le régime de non-prolifération sur les rails, a donné lieu à l'adoption d'un certain nombre de mesures, y compris en ce qui concerne le premier pilier du désarmement, et ce sont 64 mesures en tout qui ont été adoptées, même si elles concernent au moins trois pays représentés dans cette salle, mais il va bien falloir mettre ces mesures en place et c'est très bien ainsi. Nous nous félicitons du fait que l'initiative a été prise de tenir une réunion au niveau politique. Nous souhaitons que cela perdure, c'est-à-dire que cela fasse jurisprudence. Même si la première réunion de haut niveau ne donne pas sur le fond des résultats tout à fait satisfaisants, on peut espérer qu'elle aura au moins le mérite d'exister et nous pourrons considérer plus sereinement la réunion des États Membres de l'ONU à un niveau ministériel pour aborder les questions de sécurité et de désarmement. Il était temps.

Voilà. Sur le fond et sur les idées que nous pourrions donner pour faire avancer les choses, je préfère attendre la séance officielle. J'espère qu'elle sera mise en place le plus vite possible à votre initiative, Monsieur le Président. Donner du temps au temps, c'est parfois simplement perdre son temps. Nous considérons qu'en ce moment nous perdons beaucoup de temps à quatre semaines de la réunion de haut niveau et que nous pouvons comprendre – encore que je ne sais pas quelles sont les vraies raisons du report de cette réunion – qu'il faut absolument pouvoir continuer à parler de la substance de façon à ce que les pays sachent un petit peu ce que sont susceptibles de dire les uns et les autres, de se positionner par rapport à cela, etc.

Pour ce qui est de la substance de la Conférence, de l'ordre du jour, de la question de l'interdiction des matières fissiles, etc., vu l'heure qui commence à tourner, j'interviendrai plutôt pendant la réunion informelle pour montrer qu'à force de reporter une négociation, on finit par tuer l'enceinte dans laquelle elle doit se tenir, et que la négociation, de toute façon, se tiendra un jour ou l'autre parce que c'est inéluctable. C'est un problème qui est «mûr». Nous en parlerons avec l'Ambassadeur de l'Algérie pour savoir ce que signifie «être mûr» pour une négociation. Je crois que c'est assez simple. Est mûr ce qui fait consensus ou quasi-consensus. Mais nous aurons l'occasion d'en reparler pendant la réunion informelle.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur de la France. Je donne maintenant la parole à M. Rao, Ambassadeur de l'Inde.

M. Rao (Inde) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord, comme mes collègues, de souhaiter la bienvenue à la Conférence du désarmement à l'Ambassadeur Oğuz Demiralp, de la Turquie. Ma délégation et moi-même avons hâte de travailler avec lui.

Je n'avais pas l'intention de prendre la parole aujourd'hui, et nous réservons nos commentaires détaillés pour la séance officielle que vous consacrerez à cette question spécifique. Nous avons toutefois pris note des précisions que le Secrétaire général de la Conférence nous a apportées ce matin concernant le résultat de la réunion – c'est-à-dire le résumé reprenant les positions du Secrétaire général de l'ONU et celles des États Membres, et le fait que ce résumé ne renfermerait ni conclusions ni recommandations.

La semaine dernière, dans ma déclaration générale, j'ai longuement parlé de l'agenda du désarmement, de la Conférence du désarmement et de son rôle, et j'espère que le secrétariat en tiendra compte. À ce stade, je voudrais simplement dire que l'Inde a toujours attaché une importance prioritaire au désarmement nucléaire, et nous sommes disposés à négocier une convention sur les armes nucléaires à la Conférence du désarmement, suivant l'exhortation du Secrétaire général de l'ONU lui-même.

S'agissant des travaux de la Conférence du désarmement, permettez-moi de récapituler brièvement ce que j'ai dit dans ma déclaration du 17 août dernier: un ordre du jour complet et un programme de travail, contenus dans le document CD/1864, ont été adoptés par la Conférence du désarmement l'année dernière. Nos efforts devront, notamment lors de la réunion de haut niveau, viser à encourager la Conférence à revenir à cette situation.

Bien sûr, en ce qui concerne le mécanisme du désarmement, notre position est bien connue, et l'heure du déjeuner approche à grands pas. Je ne me répéterai donc pas, car cette position est exposée en détail dans ma déclaration plénière de la semaine dernière.

Cela dit, nous attendons avec impatience la séance officielle que vous entendez consacrer à cette question.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur Rao de sa déclaration. Il y a encore quatre orateurs sur la liste. L'heure du déjeuner approchant, je dirais que la liste est désormais close. Je ne voudrais pas que la faim vous mette en colère.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Arango Olmos, Ambassadrice de la Colombie.

M^{me} Arango Olmos (Colombie) (*parle en espagnol*): Permettez-moi, au nom de la délégation colombienne, de souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur de la Turquie, avec lequel nous comptons travailler sur l'ensemble des questions dont nous sommes saisis. Je voudrais aussi, au nom de mon pays, exprimer ma solidarité à l'Ambassadeur du Pakistan à la suite des inondations particulièrement graves qui frappent son pays, et lui offrir tout type d'assistance dont son pays pourrait avoir besoin. La Colombie a également été frappée par ce type d'inondations à de nombreuses reprises, et nous connaissons bien l'impact qu'elles peuvent avoir sur un pays.

Monsieur le Président, je salue les efforts que vous avez faits pour convoquer cette séance, et aussi, nous l'espérons, la séance officielle, en temps voulu. Nous n'avions pas non plus prévu de prendre la parole en séance plénière officielle, pensant réserver quelques commentaires pour la séance officielle.

S'agissant de l'échange consacré à la réunion de haut niveau qui aura lieu à New York, le 24 septembre prochain, la Colombie appuie l'initiative du Secrétaire général. Nous pensons qu'en sa qualité d'unique instance de négociation dans le domaine du désarmement, la Conférence du désarmement a accompli un immense travail dans le contexte de ses négociations multilatérales et qu'elle a, dans le passé, produit des résultats qui, nous le savons tous, ont contribué à la paix et à la sécurité internationales. Toutefois, depuis dix ans, nous sommes incapables de reprendre le cours que nous suivions autrefois, celui qui nous a permis de démontrer l'efficacité du multilatéralisme, un principe que nous défendons et auquel nous sommes attachés.

Ma question est donc la suivante: pourquoi sommes-nous, depuis tant d'années, incapables d'adopter un programme de travail, de le mettre en œuvre et de commencer des négociations sur les questions que nous avons définies? C'est peut-être par manque de volonté politique. C'est peut-être que des circonstances extérieures à la Conférence du désarmement et des situations que connaissent nos pays entravent notre progression. C'est peut-être que la règle du consensus est détournée depuis tant d'années et que cela a nui à l'esprit de coopération et à la flexibilité qui prévalaient auparavant. C'est peut-être aussi que certains des modes de fonctionnement de la Conférence nous empêchent de travailler.

Je crois que la réunion de haut niveau de New York sera pour nous l'occasion de montrer à quel point cette instance multilatérale importe. Elle sera aussi l'occasion de parler ou de réfléchir à propos des difficultés que nous traversons. Il est donc essentiel que toutes les délégations participent à toutes les négociations concernant cette réunion pour faciliter

la recherche de solutions ou d'options possibles pour remettre la Conférence du désarmement dans le droit chemin.

La réunion de haut niveau pourrait être la première étape d'un processus continu d'analyse et d'action susceptible de remettre la Conférence du désarmement sur les rails et d'exercer à nouveau son mandat.

La Colombie ne souhaite rien d'autre que voir cette instance commencer dès que possible à travailler et à négocier. Nous ne pouvons nous offrir le luxe de continuer à attendre un miracle. Nous devons nous-mêmes saisir sans tarder toutes les occasions de redéfinir le cours de la Conférence du désarmement.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadrice Arango Olmos de sa déclaration. Je donne maintenant la parole à M. Macedo Soares, Ambassadeur du Brésil.

M. Macedo Soares (Brésil) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord, au nom de la délégation brésilienne à la Conférence du désarmement, de souhaiter une chaleureuse bienvenue à M. Oğuz Demiralp, Ambassadeur de la Turquie.

J'ai entendu qu'une ou plusieurs délégations avaient du mal à accepter l'idée d'un débat à la Conférence du désarmement sur la question de la réunion de haut niveau; rebaptisée HLM suivant le sigle en anglais par certains orateurs. (En fait, je me disais que l'Ambassadeur Danon aurait pu dire qu'en France le sigle HLM désigne l'habitat social.) Il y a eu ensuite une discussion que j'ai eu du mal à saisir, quant à savoir si la séance devait ou non être affublée du qualificatif étonnant d'«informel informel». Mais je me félicite de ce débat en séance officielle, et pour ce qui est de ma délégation, nous ne sommes pas opposés à l'idée de poursuivre cet échange sur cette même base en séance officieuse.

Je voudrais, par votre entremise, Monsieur le Président, prier le secrétariat de fournir si possible aux délégations le verbatim de cette séance officielle dès que possible et en priorité, même s'il ne s'agit que d'une version préliminaire.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie l'Ambassadeur Macedo Soares de sa déclaration. Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Daryaei (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole sous votre direction éclairée, permettez-moi de saluer la façon dont vous dirigez cette séance et aussi nos consultations officieuses.

Permettez-moi également, au nom de ma délégation et à l'image de mes collègues, de souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur Oğuz Demiralp, de la Turquie, pays ami et voisin du nôtre, et de l'assurer de l'appui et de la coopération indéfectible dans l'exercice des fonctions qui sont les siennes dans le cadre de la Conférence du désarmement.

Je n'avais pas l'intention de prendre la parole, car nous pensions avoir une séance officieuse, consacrée à cette question. Toutefois, en réaction à certains des commentaires que nous avons entendus au cours de cette séance, nous n'avons d'autre choix que de prendre la parole.

En premier lieu, nous remercions le Secrétaire général de la Conférence du désarmement de nous avoir informés et d'avoir une nouvelle fois souligné que l'initiative de convoquer la réunion de haut niveau était à mettre au crédit du Secrétaire général de l'ONU, et que le principal objectif de cette réunion était de faire la preuve d'un appui politique en faveur du désarmement multilatéral et du mécanisme de désarmement de l'ONU. Nous partageons cet avis, et nous pensons que cette démarche va dans la bonne direction. C'est pourquoi nous pensons que la responsabilité du résultat de cette réunion incombe exclusivement au Secrétaire général de l'ONU. Cependant, le Secrétaire général

de l'ONU est encouragé à prendre en compte les commentaires des États Membres, et nous espérons qu'il nous sera possible d'avancer dans une direction qui nous permettra d'éviter la situation si justement montrée du doigt par l'Ambassadeur du Pakistan comme étant «à moitié cuite». Nous pensons néanmoins que, faute de temps, nous ne serons pas en mesure d'assurer la bonne cuisson de notre plat.

Venons-en donc à la raison d'être de cette réunion, à savoir d'afficher un appui politique. Je ne vois aucun lien entre le fait d'encourager l'appui politique et la campagne psychologique de menaces, que notre délégation rejette catégoriquement, le plus inquiétant étant que ces menaces nous viennent du secrétariat. Nous espérons que cette situation ne se reproduira plus.

Nous ne voulons plus avoir à souligner à nouveau que le problème de la Conférence n'est pas un problème institutionnel ou organique, mais un problème de volonté politique. Nous n'avons pas la volonté politique de commencer les négociations ici, et c'est pourquoi nous souhaitons avoir une réunion pour mobiliser la volonté politique requise pour sortir de l'impasse.

L'ordre du jour de la Conférence du désarmement est très vaste, et nous restons favorables à un programme de travail équilibré et complet. Nous ne comprenons pas pourquoi les travaux de la Conférence sont devenus l'otage d'une seule question, alors que l'ordre du jour comporte d'autres points. Nous sommes totalement favorables à l'ouverture de négociations sur le désarmement nucléaire, sur les garanties de sécurité négatives et sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, ainsi que sur un traité interdisant la production de matières fissiles, pour autant que ce traité couvre également les stocks de matières fissiles déjà produites. L'idée de négocier sur les quatre questions centrales ne nous pose donc aucun problème.

Nous voudrions réellement saisir cette occasion d'ouvrir les yeux et de voir la situation sous des angles différents. Nous devons dépasser cette situation, de même que les présomptions qui ont subsisté après la guerre froide. Nous devons mettre de côté toutes ces exigences qui ont trait principalement à un ordre international qui reposait essentiellement sur la polarité. Nous croyons que cette ère est révolue, et c'est pour cette raison que nous sommes également favorables à l'ouverture de négociations sur une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le représentant de la République islamique d'Iran de sa déclaration. Je donne maintenant la parole au dernier orateur sur la liste, qui est M. Paul Wilson, représentant de l'Australie.

M. Wilson (Australie) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je vous assure que je serai bref. Je vous remercie du dynamisme dont vous faites preuve à la présidence, et je souhaite aussi la bienvenue à l'Ambassadeur de la Turquie.

Je réserve mes commentaires plus détaillés pour la séance officielle, mais je souhaite tout de même dire que l'Australie appuie sans réserve l'initiative du Secrétaire général de convoquer la réunion de haut niveau. Elle considère que cette initiative relève de sa prérogative et qu'il est en mesure de présenter un résumé de la réunion.

La réunion de haut niveau nous apparaît comme une occasion. Nous devons nous en réjouir, ne pas la gâcher et rester ouverts à son potentiel, tant à court qu'à long terme. Nous devons également la mettre à profit pour réfléchir sur certaines réalités auxquelles nous sommes confrontés ici depuis treize ans.

La seule autre remarque que je voudrais faire (comme je l'ai dit, je réserve mes commentaires plus détaillés pour la séance officielle), c'est que je me félicite de ce que les prises de position que nous avons entendues au cours de la présente séance plénière dépassent les clivages régionaux.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le représentant de l'Australie de sa déclaration. Avant de vous livrer mes remarques de conclusion, je voudrais donner la parole au Secrétaire général de la Conférence, qui souhaite faire une annonce technique.

M. Ordzhonikidze (Secrétaire général de la Conférence du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU) (*parle en anglais*): Pour les délégations qui n'ont pas entendu l'information que nous avons livrée au nom du Secrétaire général de l'ONU, je souhaite vous faire savoir que le Président de la Conférence du désarmement prendra la parole au même titre que le Secrétaire général de l'ONU et que le Président de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*): Je remercie le Secrétaire général de la Conférence de cette annonce. Je voudrais faire quelques remarques avant de conclure.

Merci beaucoup de ce débat. Merci à tous les orateurs. Je crois que ce débat a été intéressant, même s'il n'était pas prévu au programme d'aujourd'hui. Dans un premier temps, je dirais que cette séance a été la dernière séance sous présidence bulgare. J'ai le sentiment qu'elle a aussi été la plus longue, en tous cas cette année. Merci aux orateurs pour l'effort intellectuel qu'ils ont consenti pour permettre cette discussion.

En ce qui concerne les consultations informelles, comme je l'ai déjà dit, j'avais prévu de convoquer cette séance officielle aujourd'hui. Un groupe régional m'a prié de reporter les consultations informelles. J'ai toujours l'intention de tenir cette séance, ce qui, je crois, va dans le sens du souhait de la majorité des membres de cette instance. La seule réelle possibilité de tenir cette séance est peut-être de la programmer pour après-demain. Je parle en tous cas de la présidence bulgare, même s'il y a d'autres réunions programmées pour le jeudi 26 août. Je prendrai ma décision après vous avoir consulté à travers les coordonnateurs régionaux. Je veux éviter une situation comme celle d'aujourd'hui, à savoir éviter de convoquer une séance pour devoir la reporter ensuite. Je crois être très clair.

Je serais reconnaissant aux coordonnateurs régionaux de se mettre en rapport avec moi d'ici à demain. Je prendrai ma décision demain et je vous la communiquerai.

Je vous remercie de votre attention.

La séance est levée.

La séance est levée à 13 h 5.